

LA CURÉE

TDV
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 326-1

Faut-il s'émouvoir des innombrables petites nouvelles plus ou moins tendancieuses, mensongères ou irréfléchies qui semblent *aggraver la situation extérieure* ? Nous estimons plutôt que chaque jour gagné est un bénéfice pour la paix. On ne se bat pas pour le plaisir de se battre, et les incidents spontanés, les coups de tête, quand ils ne sont pas exploités par une volonté résolue, quand ils ne servent pas un plan arrêté d'avance, tombent aisément dans l'indifférence et le vide.

En mettant au pire la portée du malentendu et l'opposition des puissances européennes entre elles, il faut toujours poser deux questions sérieuses : *Y a-t-il injure ? S'il y a injure, est-on prêt à la relever ?*

En Autriche, le souverain a pris en mains personnelles l'affaire des Balkans, voulant régler l'avenir de la Bosnie et de l'Herzégovine avant sa mort pour en éviter les responsabilités à son héritier ; maintenant qu'il tient, non sans ruse, ce que sa politique pouvait légitimement espérer, son gouvernement s'applique à détendre les colères et à calmer les susceptibilités. Il reconnaît d'ailleurs que la Turquie le trouvera avec elle pour certaines compensations. La Bulgarie, de son côté, s'appête à négocier l'indemnité pécuniaire qu'elle doit à son ancien suzerain. Ainsi, de plus en plus s'éteignent les sujets d'excitation et les motifs d'intervention. Il y a donc à peine lieu de parler d'une *injure*.

Maintenant, ce minimum d'injure n'irrite qu'à moitié : personne n'est vraiment désireux d'y répondre par la violence. Ni la Russie ni la France ne songent à une guerre : l'Angleterre est perplexe même sur la question de la conférence que ses amis demandent assez légèrement et dont elle redoute l'extension indéfinie. Tout pourrait se liquider à Saint-Pétersbourg par la disgrâce de M. Iswolski, qui s'est fait prendre deux fois de suite en flagrant délit de maladresse ou d'incapacité, qui n'est à la hauteur ni de ses devoirs ni de la Russie. A Paris, s'il y avait enfin dans la Chambre un sentiment exact de nos intérêts et de notre dignité, Clemenceau n'aurait qu'à se retirer, à s'effondrer. Car la débâcle de ses prévisions et de ses combinaisons est complète. Quant aux Anglais intelligents et perspicaces, ils savent assez mauvais gré à leur roi de ses initiatives hasardeuses et ils ont plutôt envie de limiter ses incursions hardies sur le terrain du ministère responsable, au nom duquel il gouverne trop. La gaffe a des limites, même quand elle porte couronne.

Il est donc probable que toute cette crise se terminera à loisir, dans le silence relatif des affaires intérieures de chaque pays, par des sanctions et des règlements de compte en famille, par le châtement sévère des hommes qui se sont attiré une si mauvaise histoire. En tout cas, l'insuccès calmera quelques agités prétentieux et turbulents qui ont lancé la chasse des Balkans. Le bruit

n'en est d'ailleurs pas près de finir : car tous les appétits se sont déchaînés. Les petits surtout crient comme des sourds, et s'il fallait écouter leurs réclamations illimitées, nous commencerions bientôt la curée de la Turquie. Cela aussi rendra service aux Jeunes-Turcs, un peu trop idéalistes : les voilà renseignés sur les affections étranges dont l'Empire ottoman est entouré : chacun l'aime, mais pour en manger, et toujours le plus gros morceau possible.

Le délire des Serbes, qui se démènent sottement entre l'Autriche, la Bulgarie et la Roumanie, qui sont cernés et impuissants, n'aura probablement pas de conséquences tragiques ; mais s'ils commettaient la folie d'une offensive en masse, ce ne serait encore qu'un conflit très localisé et sans issue. Quand la tempête mollira, on sera bien obligé de trouver une formule d'accord momentané. Elle ne supprimera pas les antagonismes impérialistes, mais remettrait à une époque indéterminée l'explosion. Aujourd'hui, la partie n'est pas jouable, parce que ceux qui se plaignent et se déclarent lésés ne sont pas en mesure d'en tirer satisfaction ou vengeance.

Pour nous, Français, l'essentiel est de ne pas nous livrer à des effusions et à des conjurations d'ordre belliqueux, sans profit ni raison. Si nous avons voix au chapitre des arrangements futurs, gardons à la rigueur les *mains nettes* comme au Congrès de Berlin : il serait pourtant préférable de n'avoir pas les *mains vides* ; il serait encore plus fâcheux de nous dépouiller par un comble de générosité ou d'ineptie.

Le *Petit Parisien*, qui fréquente chez M. Pichon, écrivait hier, à propos des revendications de la Porte :

Des compensations pourraient résulter d'une garantie internationale assurée à la Turquie, mais aussi et surtout d'une atténuation ou d'une suppression de certaines servitudes historiques qui pèsent sur elle ; en d'autres termes, le régime des capitulations qui ont été imposées jadis aux sultans et qui plaçaient les Européens résidant dans l'empire hors de la juridiction de cet empire, serait notablement révisé.

Si nous savons lire entre les lignes cette information que nous craignons de savoir autorisée, nos francs-maçons au pouvoir méditent de renoncer au *protectorat catholique* de l'Orient, heureux que les Turcs le suppriment pour toujours. Alors, une de nos dernières *réserves d'influence*, la plus belle et la plus riche dans le bassin méditerranéen, disparaîtrait. Nous aimons les Jeunes-Turcs, mais moins que Clemenceau, qui, pour cadeau de joyeux avènement, leur offre déjà l'abandon de notre action religieuse ; or, elle est là-bas synonyme pour nous d'action nationale. Nous serions ainsi le seul peuple appelé à faire un sacrifice *international* sur l'autel de la paix. Ce n'est pas la peine de pratiquer la politique alarmiste pour aboutir à cette suprême avanie, à cette scandaleuse déchéance !

Ernest Judet.

Journal : LA REPUBLIQUE Date : 25 OCT. Adresse :

AUTOUR DU TRAITÉ DE BERLIN

Depuis le triomphe de la révolution turque, le fait le plus considérable qui se soit produit en matière de politique orientale est l'énoncé de vues et la détermination de l'attitude du gouvernement austro-hongrois, tels que les formule la lettre de l'empereur François-Joseph à M. Falgout, jusqu'à la fin des puissances observaient, se concertaient entre elles ; le cabinet de Vienne va agir ; mais cette action, quoique exercée avec prudence, souleva une intéressante question d'Orient toute entière.

L'Autriche-Hongrie détient la Bosnie et l'Herzégovine comme simple occupant, en vertu de l'article 25 du traité de Berlin. Aucun terme n'a été fixé à cette occupation ; mais dans ces conditions, le terme devient extensible : occuper indéfiniment revient à posséder. Le moment est venu de le dire. Les événements d'Orient ne permettent plus de continuer dans les deux provinces la politique de temporisation de jadis ; il faut une organisation nouvelle, et c'est à la suite logique du mouvement jeune-turc parti de Macédoine, avec répercussion sur le territoire bosnien, que la résolution a été prise d'entamer austro-hongrois de fixer, conformément aux besoins nouveaux et à la réalité des choses, la situation politique de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Dans plusieurs articles publiés par la République Française, je me suis efforcé de montrer que, pour ne pas faire du langage diplomatique une vaine phraseologie, il fallait reconnaître aux besoins réels. Le comte Andrassy, dès l'année 1876, entendait bien que la monarchie austro-hongroise serait définitivement malheureuse sur le territoire bosnien-herzégovien. La politique, d'ailleurs, n'est pas affaire de juristes ni de théoriciens. Elle travaille sur un terrain toujours en mouvement. Les traités ne sont que des actes et comme une halte dans la marche de l'humanité. Que restait-il du traité de Vienne de 1815, lorsqu'il a été conclu le 26 septembre 1815 ? Que restait-il de ce traité de Paris de 1856 ? Que restait-il de ce dernier traité de Berlin de 1878 ? Les modifications à apporter à ces combinaisons toujours transactionnelles, ou les interprétations qu'on peut leur donner, sont questions d'opportunité, de tact politique ; s'il n'y est pas procédé par les voies pacifiques, c'est la force qui s'en charge.

Dans le moment actuel, il ne s'agit pas d'une solution par la force ; mais ce serait s'aveugler volontairement de ne pas prévoir que l'emploi de la force d'un côté ou d'un autre pourra s'imposer par le développement naturel des suites possibles de l'acte politique du cabinet de Vienne. A travers les circonlocutions et les euphémismes de toute sorte sous lesquels l'Europe voulait se penser, il est certain que les puissances ont toutes, plus ou moins, poursuivi une œuvre de désagrégation de l'empire ottoman ; mais chacune d'elles s'est successivement employée, suivant les circonstances, à précipiter ou à retenir les crises. Il y a six mois à peine, c'étaient l'Angleterre et la Russie qui étaient à la tête de ce mouvement de réformes macédoniennes, lequel sous-entendait autonomie et, en fin de compte, désagrégation. Les autres puissances suivaient avec des réserves très inégales. L'Europe, en somme, maintenait l'eau trouble en Turquie pour pouvoir mieux y pêcher. Survinrent les Jeunes-Turcs qui voulurent clarifier cette eau ; mais il n'est pas certain que l'un ou l'autre des appareils qu'ils entendent employer à ce travail produise le résultat voulu : la décentralisation préconisée par le prince Schabedine prend une apparence d'autonomie, et il se peut bien que le trouble s'accroisse avec la liberté politique ; le trouble viendrait du dedans cette fois, et non pas du dehors.

qui, jusqu'à ces derniers mois, ont autorisé l'Etat bulgare à se regarder comme étant sur pied d'égalité avec les autres Etats indépendants. Qu'était-ce dès lors que cette situation de vassalité de la principauté de Bulgarie, dont le traité, prévu par le traité de Berlin, n'a jamais été fixé ? La Porte a laissé se produire ces empiètements, disons ces empiètements sur le traité ; elle doit aujourd'hui en subir les conséquences ; à moins de réagir, si elle se sent assez forte. Le statu quo en Turquie est fait de compromis obtenus sans doute par des voies tortueuses. Si l'on voulait soulever les questions de droit, les tribunaux d'arbitrage ne pourraient suffire à la tâche. Je me souviens d'avoir fait jadis le compte des questions litigieuses de tout ordre, pendantes entre la Turquie et la Russie ; quelques-unes restaient en suspens, parce qu'on ne voyait pas de solution possible ; la règle semblait être de tout laisser dans l'incertain.

Mais du moment où les Jeunes-Turcs provoquent à franchir dans le vif des questions, le statu quo devient impossible ; la force des choses amène Vienne et Sofia à réclamer des solutions précises et naturellement en leur faveur. Il se peut qu'on se heurte à une résistance opiniâtre des Turcs, et voilà alors la guerre allumée. D'autre part, s'ils venaient à céder, le prestige du régime nouveau serait détruit à l'intérieur, et les divers éléments de dissolution auraient leur fer pour agir. Une guerre, certes, la Russie ne peut la désirer. Elle a, jusqu'à un certain point, lié partie avec l'Angleterre, et la suite dans l'évolution de sa politique après l'inauguration du nouveau régime en Turquie. La guerre, il avait pu sembler qu'on en était très près cet hiver, si l'on avait poussé à fond la campagne des réformes macédoniennes. Dans sa politique orientale, la Russie en était restée à sa note suspensive de l'action diplomatique en faveur des réformes ; ce n'était pas, toutefois, un abandon de son rôle de défenseur de ses congénères.

L'acte récent du gouvernement russe a été interprété à tort comme une prise de position ; le prétendu memorandum n'était qu'une déclaration verbale des représentants diplomatiques de la Russie, destinée à déclarer qu'à Saint-Petersbourg on estime que la question des chemins de fer orientaux est du ressort des puissances signataires du traité de Berlin. Cette déclaration avait été faite à la suite de la protestation de la Porte contre la mainmise sur les chemins de fer de Roumélie faite par le gouvernement bulgare. L'opinion énoncée par la Russie était hors de contestation, mais elle ne préjugait rien sur le fond ; l'Europe doit être saisie de la question, comme en général de tout l'ensemble des problèmes orientaux.

Plus le traité de Berlin est caduc, plus il a déjà subi de dérogations formelles ou tacites, et plus les puissances doivent se réserver le soin de pourvoir, avec ce qu'il en reste, aux besoins nouveaux qui se produisent. Faut-il rappeler que dès l'année 1870, c'est-à-dire un an après sa conclusion, les puissances réunies en conférence à Berlin modifièrent le tracé établi par le congrès pour les concessions territoriales à accorder à la Grèce, et imposèrent ensuite, après une action diplomatique à Constantinople, une ligne de frontières quelque peu différente à la Porte, que celle-ci dut accepter par la convention du 24 mai 1881. L'Europe a considéré l'œuvre du congrès de Berlin comme son œuvre et a entendu se réserver le soin de ses décisions à cet égard.

La Russie se place donc sur le terrain de la politique constante de l'Europe. Mais elle-même ne saurait abdiquer son propre rôle passé. Actuellement, c'est l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie qui poussent leur pointe du côté turc. Le cabinet de Saint-Petersbourg peut-il abandonner à celui de Vienne le soin de témoigner de sa solidarité avec une des causes slaves de la péninsule ? La politique de sentiment est finie pour la Russie, disent les uns. D'autres répondent, non sans raison, que le sentiment seul n'a pas déterminé le rôle ancien du gouvernement russe ; et il est manifeste que ces derniers temps l'idée de la solidarité slave a eu un regain de force en Russie. On dit encore : la Russie n'a que faire de soutenir l'intérêt autrichien en Bosnie et en Herzégovine ; elle aurait plutôt à appuyer les revendications serbes. Cet argument était déjà invoqué en 1876, et la force des choses a cependant amené à cette époque les cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne à s'entendre sur l'ensemble des questions orientales ; l'entente a pris une forme concrète dans le traité austro-russe de 1877.

L'idée d'une entente entre les deux empires, bien que conforme à l'histoire et aux nécessités de leur situation, répugne cependant toujours à certains cercles politiques en Russie. Pen voyez la nouvelle preuve dans l'appréciation que le Nouveau Temps, de Saint-Petersbourg, a faite de l'article publié par moi dans le Courrier de ce 23 septembre, et contenant l'historique des rapports austro-russes sur le terrain de l'Orient. Je m'efforçais de montrer comment les deux puissances ont toujours été amenées à s'entendre, et ce qu'elles ont perdu quand elles ont manqué à cette règle. Exagérant, de façon trop flatteuse d'ailleurs, la portée de l'opinion émise par moi, puisqu'il avait pris ma peine, je parle en toute indépendance, le Nouveau Temps, dans son article de fond du 30

septembre, repousse toute idée d'une entente austro-russe. Il reste cependant fidèle à ses sympathies pour nos congénères de l'Orient. Mais, jusqu'à ce qu'il y ait eu intervention des rôles dans la politique générale européenne, et que l'action de l'Autriche est, cette fois, par ses conséquences plus ou moins formelles, destinée à servir une cause au profit de laquelle était escompté naguère l'appui du gouvernement britannique, la logique des choses n'oblige-t-elle pas de leur compte de toutes les conséquences de la situation nouvelle ?

Le Nouveau Temps m'invite à m'expliquer davantage ; je le fais ici brièvement, puisque l'occasion s'en présente. Il y a en ce moment, dans les affaires orientales, deux attitudes à prendre : l'une que j'appelle conservatrice, non pas conservatrice dans le sens qu'on donne à ce mot en politique intérieure, mais gardienne du statu quo. L'entente austro-russe de 1877 était conforme ; elle renfermait cependant en elle un principe de contradiction, et c'est pour quoi elle a échoué, comme je me suis appliqué à le montrer. Mais, d'une part, le nouveau régime turc est à lui seul la modification la plus grave du statu quo en Orient qui soit survenue depuis des dizaines d'années ; les solutions s'imposent, et les intérêts en jeu demandent satisfaction. On pourrait soutenir, mais le Nouveau Temps ne le fait pas, que la Russie doit se désintéresser de sa politique ancienne en Turquie en marchant, la main dans la main, avec le nouveau régime turc. Il faudrait alors renoncer à toute ambiguïté, et prendre une position nette sous ce rapport. Si les réserves persistent, s'il s'agit de maintenir les liens moraux avec les populations balkaniques si une attitude d'action s'impose, il est difficile de ne pas prendre contact avec l'Autriche.

J'ai dit dans le Correspondant que « la nécessité d'une entente entre l'Autriche et la Russie domine, comme un principe, les contingences de leur politique particulière ». Ce principe, c'est bien ce qui est relatif, passager, variable ; ce sont ces contingences qui ont été et peuvent être encore objets de transactions. Par deux fois j'ai rappelé le mot du baron de Noymerle, qui parlait de compromis, non pas entre les principes, mais entre les volontés. Les principes de l'action des deux puissances restent les mêmes, mais les conditions de leur existence ; mais les volontés peuvent s'entendre pour concilier les intérêts, et marcher dans une voie nettement tracée, à condition naturellement, que l'on ait bien mesuré aussi les moyens d'action dont on peut disposer.

La grandeur de la crise orientale actuelle me paraît expliquer comment ce contact nécessaire entre Vienne et Saint-Petersbourg s'est produit au moment voulu. La décision promptement dans l'action ne manque pas le manque de prudence. Et la prudence actuellement se marque dans les recours au traité de Berlin, qu'il s'agit de développer et d'inspirer ; on dit qu'il y aura les feintes mortes, et on laissera se montrer les pousses nouvelles.

l'égard de la Bulgarie n'est pas feinte, on ne pourra qu'appuyer une proposition destinée à sauvegarder la dignité de l'Europe, les intérêts légitimes des puissances, et n'ont ni le désir ni la facilité de se garnir les mains, et l'amour-propre froissé des diplomates. Si les Turcs prennent sur eux de rester calmes dans cette épreuve ou leur orgueil a plus à souffrir que leurs intérêts véritables, ils peuvent être certains de compter sur la sympathie active des nations qui ont assisté avec une satisfaction non déguisée à leur réveil. Quant aux Bulgares, il n'est point question de leur reprendre ce qu'ils se sont accordés eux-mêmes. Mais l'Europe à laquelle ils doivent, en somme, leur résurrection et qui ne leur a point marchandé ses sympathies, a le droit de leur demander de se contenter de ce qu'ils ont acquis, de ne pas se laisser enlever par les fanatismes d'une vaine gloire et de ne pas prétendre modifier tout seuls une situation au maintien de laquelle l'Europe avait engagé sa signature.

H.-R. Savary.

KOMAROV.

La Crise Orientale et les Puissances

Il faut réunir un Congrès

Il n'y aurait qu'à signaler la baisse considérable qui s'est produite hier sur les fonds d'Etat à la Bourse de Paris comme celles de Londres et de Berlin, pour caractériser d'un seul mot l'aspect de la journée. L'émotion a été très grande dans l'Europe à la nouvelle de la proclamation de l'indépendance bulgare et de l'annexion imminente de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie. Les bruits de mobilisation turque et bulgare ont circulé avec persistance. Bref, le paix en Orient ne peut plus tenir qu'à un fil et, à l'heure où nous écrivons, ce fil est peut-être déjà rompu.

On n'a pas été inactif hier, à Paris, où ces événements ont été suivis depuis plusieurs jours, mais où l'on voulait espérer — on l'espérait jusqu'au dernier moment — une solution pacifique du conflit turco-bulgare. M. Isvolski, ministre des affaires étrangères de Russie, qui vient d'arriver à Paris, a vu hier matin M. Pichon ; dans l'après-midi, il a eu un entretien avec le président du conseil, qu'il avait déjà vu la veille. Le matin, M. Pichon avait en outre reçu Naoum pachà, ambassadeur de Turquie. Dans l'après-midi, il a reçu sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, et le comte Gallina, ambassadeur d'Italie. Ces conversations ont montré qu'une complète communauté de vues existe entre les gouvernements français et russe sur les événements d'Orient ; il ne saurait faire de doute que cette communauté de vues ne s'étende au gouvernement britannique avec lequel les communications sont constantes. Nous avons de fortes raisons de croire que l'idée de la réunion-conférence dont on avait parlé, pour le démentir au moment de la remise par la Russie de la note verbale, appelée improprement memorandum, est restée dans les conversations qui viennent d'être échangées. A tous les points de vue cette solution s'impose. Nous insistons hier que le traité de Berlin avait fait son temps et devait être révisé. Mais encore cette révision doit-elle se faire dans les formes ou tacitement ? Il est inadmissible qu'une ou plusieurs puissances participantes le déchirent spontanément, en se bornant à envoyer par l'intermédiaire de leurs représentants une lettre de faire-part aux chefs d'Etat signataires. Que n'ont-ils pas dit, grand Dieu, si la France s'était avisée de jouer avec l'acte d'Aléxandria de la même manière ! Et pourtant il est impossible de comparer pour la solennité de la réunion et l'importance des stipulations de l'acte élaboré, la conférence d'Aléxandria au congrès de Berlin. On parait s'en rendre compte à Vienne ; Rome ne saurait être que favorable et à Berlin la sévérité dont on fait preuve à

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

M

No HHP.3263

No

2458

Adr. Télégrap.
COUPURES PARIS

»»»
TÉLÉPHONE
101.50

»»»
ASCENSEUR

»»»
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE — PARIS

FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Avis important. — Nos abonnés, littérateurs, poètes, publicistes, seront inscrits gratuitement dans :
L'Annuaire de la Littérature et de la Poésie
qui paraîtra le 1^{er} Novembre 1908 (Voir au verso).

282

Tarif réduit,
d'avance, sa
de temps li

Journal : SOLEIL
Date : 8 OCT. 08
Adresse : 112, rue Richer, Paris
Signé :

La réforme de la gendarmerie macédonienne

Constantinople, 5 octobre.

M. Sinoview, ambassadeur de Russie, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, a remis à la Porte une note collective déclarant que les puissances, pour des motifs que la Porte appréciera, ont l'intention d'envoyer en congé pour un temps illimité les officiers chargés de la réorganisation de la gendarmerie macédonienne. Ces officiers, dans les circonstances actuelles, ne sauraient être employés de façon utile comme instructeurs ou contrôleurs ; mais comme lesdits officiers sont liés par contrat, on désire savoir si la Porte a quelque objection à formuler contre cette décision.

Dans le cas où le gouvernement ottoman accepterait la proposition, il ne resterait plus qu'à régler la question des indemnités à accorder aux officiers ainsi licenciés.

Ce dernier paragraphe a été ajouté à la note surtout à la demande de l'Angleterre, dont les officiers se trouveraient, par suite, hors cadres.

Adr. Télégraph. OUVRIERS PARIS TELEPHONE 101.50 ASCENSEUR 304 France 16 889

Le COURRIER de la PRESSE A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT 24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES SUR TOUS SUJETS PERSONNALITES

Journal : Date : Adresse : 49, Avenue de l'Opéra, Paris Signé :

OUTLOOK DARK IN NEAR EAST.

Prince of Bulgaria Will Declare To-Day that His Principality Is an Independent State.

PROVINCES FOR AUSTRIA.

Emperor Franz Josef is Preparing to Add Bosnia and Herzegovina to His Dominions.

News of the greatest importance has been received regarding the situation in the Near East. It now seems certain that the proclamation of Bulgarian independence is but a matter of hours, and the question arises what will Turkey do?

It is only a few days ago that the HERRAZ's correspondent in Constantinople sent the news that the Grand Vizier, Kiamil Pasha, had declared—

"If Bulgaria should proclaim its independence war would be inevitable, for despite the efforts of the Government it would be impossible to restrain the army."

Details of the situation are given by the "Petit Parisien," which points out that the Oriental question has been reopened almost without warning.

An autograph letter from the Emperor Franz Josef, which was presented to the President of the French Republic on Saturday evening, announces the annexation of Bosnia and Herzegovina to his dominions, with provision for the restitution of the province of Novi-Bazar to the Porte. On the other hand, Prince Ferdinand of Bulgaria is about to announce his assumption of the title of Tsar of the Bulgarians—which style covers Eastern Roumelia—at the same time renouncing all bonds of vassalage to Turkey.

This serious step will be taken to-day in the ancient capital of Timova, at the same time as Emperor Franz Josef will be altering the destinies of Bosnia and Herzegovina in Vienna. "Petit Parisien," these two acts in preparation mark a new political move by Austria-Hungary against Russia, and therein lies in a measure the gravity of the situation. No matter what peaceful declarations Emperor Franz Josef may have made to the Powers, he nevertheless now risks entering a general conflagration; for Bulgaria would never have dared under existing circumstances to proclaim her independence if Europe still remained united in counselling moderation.

St. PETERSBURG, Sunday.—It may be considered as certain that the new phase of the Balkan situation finds Russia in line with Austria.

Italy Supports Austria.

ROME, Sunday.—While the intentions of Austria regarding the Bulgarian question are not as yet defined, it is practically certain that Italy is in accord with her on the question.

Britain Seeks Compromise.

By THE HERALD'S SPECIAL WRITER. LONDON, Monday.—With regard to the question of the Orient Railway, the British Government, Reuters' Agency learns, has made proposals to the Turkish and Bulgarian Governments with a view to a settlement. The Turkish Government readily agreed that in the event of the railway being temporarily restored to the company it would consent to the lease being transferred from the company to the Bulgarian Government, the rights of the Porte being duly safeguarded.

The British Government has urged the Powers signatory of the Treaty of Berlin to recommend this solution to the Sultan Government with a view to a return to the normal state of affairs. It is understood that the great Powers have agreed to act accordingly.

AUSTRIAN INTERESTS FORM FACTOR IN BALKAN DISPUTE.

Complications May Arise in Connection with Bosnia and Herzegovina.

An outbreak of active trouble between Bulgaria and Turkey would imply, almost necessarily, the acquiescence of Austria in the aspirations of the former, and would also lead to the reopening of the question of Bosnia and Herzegovina, the two Turkish provinces under Austrian rule the complete annexation of which is undoubtedly desired in Vienna. It is therefore of interest to recall the terms of the Treaty of Berlin covering the two cases.

"Article 13.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 15.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 16.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 17.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

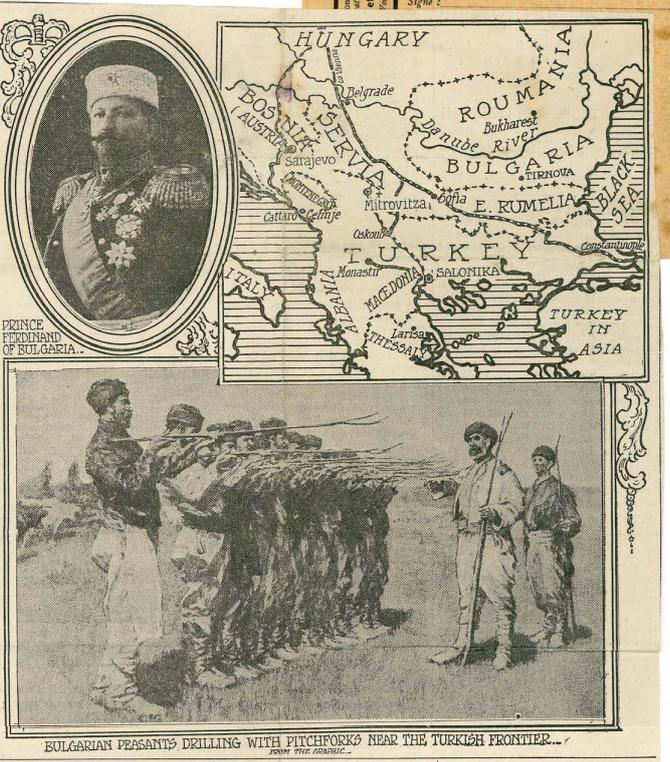
"Article 18.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 19.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 20.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 21.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 22.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.



of the Great Powers in Constantinople is opposed by the nations forming the triple Alliance, which ask for a special conference in another capital.

Austria Watches Situation.

VIENNA, Sunday.—Public opinion is stirred with the possibility of a war between Turkey and Bulgaria. On the one hand the complete annexation of Bosnia is thought probable, and again some consider that the province will be evacuated. The declaration by Bulgaria of her independence is expected every moment. Among the newspapers the "Nouvelles Presse" argues that use of the term occupant in the Treaty of Berlin implies annexation.

Russia Agrees with Austria.

St. PETERSBURG, Sunday.—It may be considered as certain that the new phase of the Balkan situation finds Russia in line with Austria.

Italy Supports Austria.

ROME, Sunday.—While the intentions of Austria regarding the Bulgarian question are not as yet defined, it is practically certain that Italy is in accord with her on the question.

Britain Seeks Compromise.

By THE HERALD'S SPECIAL WRITER. LONDON, Monday.—With regard to the question of the Orient Railway, the British Government, Reuters' Agency learns, has made proposals to the Turkish and Bulgarian Governments with a view to a settlement. The Turkish Government readily agreed that in the event of the railway being temporarily restored to the company it would consent to the lease being transferred from the company to the Bulgarian Government, the rights of the Porte being duly safeguarded.

The British Government has urged the Powers signatory of the Treaty of Berlin to recommend this solution to the Sultan Government with a view to a return to the normal state of affairs. It is understood that the great Powers have agreed to act accordingly.

AUSTRIAN INTERESTS FORM FACTOR IN BALKAN DISPUTE.

Complications May Arise in Connection with Bosnia and Herzegovina.

An outbreak of active trouble between Bulgaria and Turkey would imply, almost necessarily, the acquiescence of Austria in the aspirations of the former, and would also lead to the reopening of the question of Bosnia and Herzegovina, the two Turkish provinces under Austrian rule the complete annexation of which is undoubtedly desired in Vienna. It is therefore of interest to recall the terms of the Treaty of Berlin covering the two cases.

"Article 13.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 15.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 16.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 17.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 18.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

is understood that the great Powers have agreed to act accordingly.

AUSTRIAN INTERESTS FORM FACTOR IN BALKAN DISPUTE.

Complications May Arise in Connection with Bosnia and Herzegovina.

An outbreak of active trouble between Bulgaria and Turkey would imply, almost necessarily, the acquiescence of Austria in the aspirations of the former, and would also lead to the reopening of the question of Bosnia and Herzegovina, the two Turkish provinces under Austrian rule the complete annexation of which is undoubtedly desired in Vienna. It is therefore of interest to recall the terms of the Treaty of Berlin covering the two cases.

"Article 13.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 15.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 16.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 17.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 18.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 19.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 20.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 21.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 22.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 23.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 24.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 25.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 26.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 27.—The provinces of Bosnia and Herzegovina are placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

and Herzegovina will be occupied by Austria-Hungary.

"As the Austro-Hungarian Government does not wish to undertake the administration of the province of Novi-Bazar, lying between Serbia and Montenegro, towards the south-east, extending beyond Mitrovitza, the Ottoman Government will continue to rule there. Nevertheless in order to safeguard the new political regime as well as the freedom and safety of the means of communication, Austria-Hungary reserves the right to garrison the province and to maintain military and commercial roads throughout this portion of the former vilayets of Bosnia.

"To this effect the Governments of Austria-Hungary and Turkey will come to a mutual agreement as to details."

In 1879 Austria signed a treaty with Turkey regarding the province of Novi-Bazar, whereby it was to be occupied by Austrian troops without, however, interfering with the Turkish administration clauses providing for the freedom of religion and the exclusive use of the revenues of the provinces of Bosnia and Herzegovina for local purposes.

TURKEY FINDS HER INFANT CONSTITUTION FRACTIOUS.

Discontent Is Created by Restrictions on Election Candidate.

By THE HERALD'S CORRESPONDENT. CONSTANTINOPLE, Tuesday.—At the Ministerial Council, presided over this morning by Kiamil Pasha, the Grand Vizier, two important decisions regarding the elections were taken which will surely cause great discontent in the Turkish military party and among the Greek electors.

By the first decision every soldier, of no matter what rank, who intends to stand as a candidate for the future Parliament will be obliged to give in his resignation beforehand.

The second decision stipulates that no Deputy can be elected outside the vilayet in which he resides and requires him to know Turkish, which is the official language of the Parliament. The Ottoman Patriarchate, which has been informed of this restriction, is greatly embarrassed, for among the Greek candidates capable of election there are very few who know Turkish. It will therefore be obliged to send to Parliament representatives of little importance.

An unexpected change of opinion has just taken place in regard to Hily Pasha, the Inspector-General in Macedonia. The local press in general has particularly the "Nis Halki" of the organ of the Young Turks in Salonika, demand his recall, since, they maintain, the civil agents are no longer doing anything and the officers of the gendarmerie have all gone on unlimited leave in their own countries. In these conditions it is held there are reasons to consider that the post of Inspector General is suppressed by fact.

Moreover, Hily Pasha is reproached with having taken the fact that the energy which he has given to whom he has given the best offices, despite their incapacity, in an attempt to do made to show that no appreciable benefit for the country has been obtained from his seven years' tenure of the post, that the energy which he displayed has given entirely negative results and that he always showed ill will in executing the orders he received from the shores of the Bosphorus.

It is expected that Hily Pasha will resign before long.

The "Iddam" the principal organ of the Union and Progress Committee, today publishes a leading article which has greatly excited many officials at the Ministries. It is stated in this article that the inertia of the present employees at the Ministries surpasses the indifference exhibited previously in furthering the business of the State and that the nation is unwilling any longer to feed idle and incapable officials. At the same time it suggests to the Ministers that it is urgent to regulate the work of the officials by rigorously enforcing discipline among all.

AMERICAN EDITORIAL OPINION

Public Service Has Come to Be the Better Part of the Modern Newspaper's Career.

The New York Herald says: "Decent, law-abiding people would hardly have the privilege of existing here if it were not for the newspapers." In this wise "West 124th Street," in the column of letters from HERALD readers, sums up a rather severe judgment on the lawlessness of New York.

"Whether we agree or disagree with the other comments of the writer on the noise evil, there can be no gainsaying the large influence of the press in mitigating the disagreeable conditions inseparable from the massing of people on Manhattan Island and neighborhood. Public service of this sort, in which the HERALD has taken a leading part, might seem strange to the old-time journalists steeped in party politics, but it is the distinctly better part of modern newspaper activities.

Fighting the Plague.

War on rats is advocated as an important factor in fighting the bubonic plague. Breeders and Distributors.

Providence "Journal": "The rat, so it has been determined in communities which have suffered from the bubonic plague, are both breeders and distributors. The task of prevention is thus reduced to killing off the rats."

Spread by Rats.

Omaha "Ree": "The best medical authorities agree that the disease is most commonly spread by rats that are carried from plague infested countries in ships' holds and soon spread the contamination through the rats that thrive in the sewers, along the wharves and in the warehouses in the shipping centres."

Importance of Tabby.

Troy "Times": "The Asiatic or bubonic plague is so serious a menace to human life that anything which can minimize the danger is to be welcomed. It appears that in certain localities the people, and the human beings who carry in leading of the disease, as destroyers of rats, which are most potent factors in disseminating the germs of the plague."

Prevention Better Than Cure.

Washington "Post": "The large rats which infest ships may be exterminated at a great expense, according to the methods employed by San Francisco last year. But the human beings who carry germs of the plague to us cannot be exterminated by such methods. A better prevention is worth more than any cure, and the best prevention is that which is governed by such methods. A rat which is not exterminated is more acceptable to the pestilence from mixing indiscriminately with our people."

Danger to Squirrels, Also.

Philadelphia "Press": "The battle against the rat, the communicating host of the bubonic plague, is proceeding vigorously in several parts of the world, including California. The destruction of rats is a twofold blessing, but in Los Angeles it is found that the inoffensive ground squirrel can also communicate the plague, having been itself inoculated. It is believed by some plague infested rats."

May Spread Leprosy.

New Orleans "Pineyune": "The rat is the propagator of bubonic plague, and the most frightful of Old World diseases, and probably of leprosy."

TDV ISAM Kütüphanesi Arşivi No HHP3264

Chauvonnais No 2514

Adr. Télégr. COUPURES PARIS
TELEPHONE 101.50
AGENCEUR
Fondé en 1880

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & C. DEMOËT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUTES LES PAGES

Journal : **LE FIGARO**
Date : **10 OCT 08**
Adresse : **26, Rue Drouot**
Signé :

AVIS IMPORTANT
M. L. F. GRESHAM
26, Rue de Provence, Paris (9^e arr.)

Tarif : 0 fr. 30 par coupure envoyée.

Tarif réduit, paiement d'avance, sans période de temps limité.	par 100 coupures.	25 francs.
	» 250 »	» 60 »
	» 500 »	» 100 »
	» 1000 »	» 180 »

DEPARTEMENTS : 20 centimes

Samedi 10 Octobre 1908

H. DE VILLEMESANT
Fondateur

RÉDACTION - ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr)

TELEPHONE PROVISOIRE : N° 567.46 - 567.47

ABONNEMENT

Trois mois	Un an	Six mois	Un an
15 fr.	30 fr.	25 fr.	50 fr.
18 fr.	37 fr.	30 fr.	60 fr.
21 fr.	43 fr.	35 fr.	70 fr.

Seize et Saxe-et-Loire... 15 fr. 37 fr. 60 fr.
Départements... 18 fr. 37 fr. 60 fr.
Union postale... 21 fr. 43 fr. 60 fr.
Union postale... 21 fr. 43 fr. 60 fr.

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

VIGOUROUX
jusqu'ici...
Despots
Soit, parce que jusqu'ici, j'avais pu être, sans cesser de le mépriser. Je veux seulement vous poser une question. Répondez-moi, jusqu'à ce que vous ayez dit dans cette voie d'obédience passive? ou, vous avez bien une limite. On ne peut pas tout faire. Et qu'est-ce si vous arrivez?... Votre conscience, est la mienne qui m'arrête aujourd'hui. Puis, vous, je vais vous balayer votre tête comparaison de tout à l'heure. Un idiot qui refuse de marcher en cas de terre, ce n'est ni un socialiste, ni un archaïque, ni un humanitaire; c'est un lâche, et je vous défie de dire cela de moi.

un moment où l'homme disparaît, une longue retraite. Quelques-uns? Non pas. Vous relevez la tête et vous découvrez un disque, un vrai disque avec un feu rouge. Autre coup de trompe. Le feu rouge bascule et vous voyez arriver à la place du brick fantôme, un petit tramway dont les chevaux avancent sur la pointe des pieds. Parce que les rails sont à demi arrachés sous la couche de boue qui les recouvre, le tramway ridicule ou légendaire fait du bruit comme un vrai chemin de fer. Et son arrivée est si imprévue, que des deux côtés des cordes tendues, sur un front de quatre cents mètres, une foule se regarde. Par quelque surveillance empruntée à M. Max Dearly, le roi Gallon de tout à l'heure apparaît de nouveau, transformé en garde-barrière qui n'aurait pas de barrière à garder et s'efforce de gêner les passants pour justifier sa présence.

Brou, dans les environs de Clartés. Le train avait franchi un aiguillage, quand le mécanicien vit qu'un danger menaçait le convoi. En effet, une machine « haut le pied » avait déraillé quelques mètres plus loin. Le mécanicien donna ses freins, renversa la vapeur; et il évita une véritable catastrophe, mais son artifice ne réussit pas à décaler trois voitures. Quelques heures plus tard, un train de secours fut organisé. Mais ce train de secours, en arrivant à Chagnac-les-Redoux (Vendée), dut s'arrêter, à cause d'une avarie de machine. Il fallut qu'on se procurât une nouvelle locomotive de secours. Quand ils arrivèrent à La Roche-sur-Yon, les voyageurs qui étaient un peu pressés virent qu'il n'était plus 6 h. 15, mais midi 23.

De Marseille :
« La Provence serait-elle touchée de la grâce selon M. Piot? Toujours est-il que pour octobre seulement dix-huit repas de mariage dans la meilleure société marseillaise seront célébrés à la Réserve Echenard. Il est vrai qu'on ne saurait mieux prélever à la lune de miel qu'en se réunissant dans ce délicieux Etablissement, aux doux parfums des lumières et des fleurs, devant le plus beau décor qu'il soit donné aux hommes de contempler. »

Sans doute, ce tramway indique l'heure propice pour le bain, car hommes, femmes et enfants se précipitent sur la plage dès qu'il passe. Et ce sont des cris, des hoches, des. Mais on n'entend pas de rires.

Un inventeur qui présenterait au concours un jouet qui présiderait M. Lépine une réduction mécanique de ce jeu merveilleux, obtiendrait la plus haute récompense. Cependant, s'ingénier hors concours de la Ville de Paris réalisent de semblables merveilles, évitent-ils au moins, au profit de la discrétion est trop grande. Il faut qu'un hommage public leur soit rendu et qu'on organise une inauguration, sous la présidence de M. le préfet de la Seine, avec le gracieux et utile concours des pompiers et des Sociétés de vétérans-brancardiers.

L'Académie des beaux-arts vient d'accepter le programme de sa séance publique annuelle du 7 novembre.

On y fera beaucoup de musique, et l'Académie s'est assurée au concours de plusieurs artistes de l'Opéra et de l'Opéra-Comique pour l'interprétation des œuvres de ses pensionnaires de la Villa Médicis.

La séance débutera par l'audition d'un morceau de grande composition musicale envoyé au concours par M. Paul Merson, président de l'Académie, prononcera ensuite le discours d'usage; puis M. Henry Roujon, secrétaire perpétuel, lira sa notice sur Verdi.

Enfin on terminera par l'exécution de la cantate de M. Gailhard, grand prix de Rome de 1908.

On revient au goût d'Anne d'Autriche, et c'est son Cours-la-Reine qui, après la démolition des serres de la Ville de Paris, sera restauré au bord de la Seine.

Il avait été question un moment de transformer cette promenade, de l'agrandir de parterres fleuris et de pelouses descendant en pente douce vers le fleuve. Mais on s'est aperçu qu'il était inutile, à grands frais et sans avantage pour l'esthétique, un des plus beaux sites de Paris d'autrefois.

On repulvérisera donc sur le Cours-la-Reine de beaux arbres, que la Ville possède en réserve dans sa pépinière du Parc des Princesses à Auteuil. On rétablira les grandes allées ombreuses, qui s'étaient interrompues, de la place de la Concorde au quai d'Orléans. Peut-être même remplacera-t-on par une élégante balustrade, en terrasse sur la Seine, les lourds parapets du quai.

Tel est le séduisant projet en ce moment à l'étude, et qui sera probablement exécuté dès la disparition des serres, que l'on démarrera au début du 1^{er} décembre.

Nouvelles à la Main
Entre socialistes :
— Le citoyen Broucheux a fait enlever les drapeaux tricolores qui décoraient la salle du congrès de Marseille.
— Bravo! voilà qui va soulager les souffrances du prolétariat!
* * *
— Ces complications en Orient sont bien fâcheuses.
— Vous pouvez dire désastreuses : elles font le plus grand tort aux discussions de la C. G. T.
* * *
— Admirable le dernier record de Wright. Vol d'une heure cinq!
— Et même, ajoute Calmo, comme il y avait deux personnes dans l'aéroplane, cela fait deux heures dix en l'air.
* * *
— Comment a été la dernière séance du congrès du Froid?
— Châleux, assés.

Echos

La Température
Hier encore, comme la veille, et comme il le sera probablement de même demain, agréable journée, donc, claire, ensoleillée, un ciel de la plus réjouissante pureté; sept heures du matin thermomètre marquant 9° au-dessus de zéro et 15° l'après-midi; pression barométrique à midi 760mm, en baisse de la veille; elle a d'ailleurs baissé sur toute l'Europe. Une profonde dépression qui a son centre près de l'Irlande (72°W) s'étendait hier sur les îles Britanniques, tandis que de fortes ondées apparaissaient aux Açores (Horta 60°W). Des pluies sont tombées sur le nord-ouest de l'Europe; en France, on n'en signale qu'à la pointe de Bretagne où la mer est très agitée.

La température est élevée dans nos régions de l'Ouest.

Départements, le matin, au-dessus de zéro : à Clermont, 7°; à Charleville, 9°; à Nancy, 10°; à Lyon, 11°; à Metz, à Besançon, à Pérignan et à Marseille, 12°; à Limoges, 13°; à Angoulême, 14°; à Orléans, 15°; à Brest, à Nantes, à Bordeaux et à Clermont, 16°; à Boulogne, à Lorient et à Toulon, 18°; à Orléans, à Toulouse, 19°; à Alger, à Biarritz. En France, le temps reste doux, quelques pluies sont probables dans l'Ouest.

(La température du 9 octobre 1907 était Paris : 13° au-dessus de zéro le matin et l'après-midi. Baromètre : 750mm; quelques ondées.)

Les Courses
Aujourd'hui, à 1 heure 30, Courses à Vincennes. — Gagnants du Figaro :
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.
Prix de Fontenay-lez-Compiègne : M. L. M. n. n. n.

A Travers Paris
Le Président de la République et Mme Lippé offrent demain à Rambouillet le déjeuner en l'honneur des autorités locales. C'est le déjeuner annuel qui précède le départ du Président. M. et Mme Lippé ont réintégré définitivement à Paris après-départ.

Les grandes chasses officielles à Marly à Rambouillet seront particulièrement belles cette année, car jamais le gibier n'a été plus abondant dans les réserves. La première sera donnée dans deux à trois semaines en l'honneur du corps diplomatique.

Au nombre des membres les plus anciens du Jockey-Club, dont nous nommons hier les doyens, figure S. M. le duc de Nemours, qui, étant encore prince de Monaco, avait tenu à se faire inscrire à ce cercle parisien.

Le Jockey-Club compte encore deux très souverains parmi ses membres : le roi des Belges et le roi de Danemark. Les derniers membres admis, dans le courant de la présente année, sont le prince Joachim Murat le comte de urbon-Chalus, le comte de Jouffroy, le comte de Moy, le comte de Nadailhe, le baron Robert de atteville, MM. Maurice de Nexon et vary de Beauregard, le comte Charles Folgent, le comte René de Saint-entin, le vicomte de La Villette, le comte d'Arjuzon, le marquis et le comte Larenty-Tholozan.

L'Etat et les chemins de fer. Si l'on veut voir ce que seront les chemins de fer en notre pays, quand l'Etat aura tous rachetés, il suffit de lire, qui est une histoire vraie, toute récente et admirablement significative, le train de l'Etat qui part de Paris à 23 du soir et qui devrait arriver à Roche-sur-Yon à 5 h. 53 du matin, a mardi dernier, sept heures de retard. Un premier accident était arrivé à

nient dans la nouvelle installation, les fils, habillés d'un métal à l'épreuve des dents de ces roqueurs, seront en outre immergés, avant leur sortie du sous-sol, dans une zone sablée.

Hors Paris
De Marseille :
« La Provence serait-elle touchée de la grâce selon M. Piot? Toujours est-il que pour octobre seulement dix-huit repas de mariage dans la meilleure société marseillaise seront célébrés à la Réserve Echenard. Il est vrai qu'on ne saurait mieux prélever à la lune de miel qu'en se réunissant dans ce délicieux Etablissement, aux doux parfums des lumières et des fleurs, devant le plus beau décor qu'il soit donné aux hommes de contempler. »

LA CRISE ORIENTALE

L'Autriche et l'Angleterre
Le baron d'Érenthal a prononcé hier, à la commission des affaires étrangères de la Délégation autrichienne, un discours très habile, très ferme et très mesuré. Tout en affirmant avec force et tout en expliquant avec précision le droit autrichien, d'après lui, l'Autriche avait d'agir comme elle a fait en Bosnie-Herzégovine, le baron d'Érenthal a mis la même insistance et le même soin à donner des gages de bonne volonté à la Turquie nouvelle.

Si l'on compare le langage du baron d'Érenthal avec le discours prononcé mercredi par sir Edward Grey, il me semble que l'on peut trouver assez aisément un terrain d'entente. Le ministre anglais disait : « J'espère et je pense qu'il n'y a pas de raisons pour que ce qui s'est produit jusqu'ici puisse troubler la paix. Les changements matériels qui ont été faits ne sont pas si grands; mais c'est une allérgie du traité de Berlin, autant que je puis le voir, sans un avertissement à la Turquie, la puissance la plus intimement touchée par ce changement. » C'est donc à propos de la Turquie que l'Angleterre et l'Autriche devront concilier leurs points de vue; et, de cet accord, naîtra la contente.

L'Angleterre ne voudrait pas y aller pour ratifier purement et simplement les faits accomplis. L'Autriche ne voudrait pas y aller pour soumettre à la ratification de l'Europe l'acte qui elle vient d'accomplir. L'Angleterre — amie fidèle et sans défiance — veut à tout prix sauver les intérêts matériels et moraux de la Turquie. L'Autriche a déjà donné à la Turquie une compensation importante en renonçant au sandjak de Novi-Bazar, et elle ne demande qu'à en trouver d'autres à offrir... Des lors, ne pourrions-nous pas, par l'entremise de l'Angleterre et de la France, amener entre la Turquie et l'Autriche un arrangement préparatoire à la conférence, — arrangement à la suite duquel toutes les puissances signataires du traité de Berlin s'engageraient à ne pas mettre en cause l'autorité qui vient d'intervenir?

Autres points ou les sentiments de l'Autriche et ceux de l'Angleterre se rencontrent. Aucun de ces deux gouvernements ne consent à une conférence où l'on pourrait librement traiter toutes les questions et quelques autres encore parmi les plus graves. Ce serait une « course », s'écrie avec beaucoup de justice le comte Khevenhüller. Et que dirions-nous, — nous Anglais et nous Français, — si quelque mauvais plaisant demandait devant la conférence quelle est la situation exacte, au point de vue du droit international, de ces deux anciennes terres ottomanes : l'Égypte et la Tunisie?

Le sens commun, la loyauté et l'intérêt s'accroissent, à la première heure, pour exiger une limitation stricte du programme de cette conférence que, tout d'abord, on ne s'avise pas de définir. C'est autour de la Turquie et avec la Turquie que l'on doit chercher le chemin de l'entente. C'est là que l'on joindra l'Autriche et que l'on gagna sa confiance et son concours. L'Autriche, le merveilleusement compris, puisqu'elle montre sa préoccupation de saluer les

BILLET
à un homme de lettres cambriolé
Mon cher Descaves, vous ne nous aviez pas tout dit; et ce cambrioleur dont vous racontez hier, la pittoresque histoire, vous eût dit plus cher que nous ne pensions. Un journal nous révèle que Palm (c'est son nom) vous déroba une somme assez considérable; qu'il fit main basse sur des souvenirs de famille auxquels vous teniez beaucoup; et qu'enfin il poussa le sang-neveu jusqu'à s'installer dans votre lit pour y manger vos confitures.

Il y a près de dix ans que ces choses sont passées, et vous retrouvez votre homme ! La justice s'est d'ailleurs pour rien dans l'affaire, et elle en serait encore à chercher Palm, si Palm, écuré d'une telle impudence, ou attendu par le spectacle de tant d'efforts inutiles, n'était venu à elle, gentiment : « Me voici, monsieur le juge; me, me, adieu qui fait... »

Vous nous avez conté, mon cher Descaves, le dialogue qui s'était engagé, dans le cabinet du juge d'instruction, entre Palm et vous. Mais j'aurais voulu connaître l'impression ressentie par vous à la vue du personnage. J'imagine que ce fut d'être un soulagement, presque une joie; une joie à laquelle nulle rancune ne se mêlait.

Car il y a quelque chose de plus exaspérant que d'être volé; c'est de ne pas connaître son voleur; c'est d'être la dupe d'un ne s'agit qui; c'est de sentir, autour de soi, du mystère qui fait peur, un peu...

Depuis dix ans, vous pensiez : « Qui est-ce ? » Et maintenant, vous le savez. Palm vous a parlé; il a été aimable, presque bienveillant. Tout va bien. Le fantôme s'est évaporé. Ce n'est plus qu'une bonne canaille en chair et en os, dont la figure vous sourit. Je suis sûr que, du coup, le plaisir que vous procura cette rencontre vous a fait tout oublier : l'argent, les bibelots, les confitures... — S.

Un joli tour de force.
M. Binet livre ce soir, complètement terminé, le bâtiment provisoire des téléphones.

Il aura ainsi couvert, en dix-sept jours exactement, une surface de sept cents mètres carrés, en construisant, pour les multiples et deux étages, des galeries dont la solidité est telle, que quelques planchers peuvent supporter un poids de mille kilogrammes par mètre carré. L'installation de l'éclairage électrique a été finie hier soir.

Un ingénieur des postes américains, cousin du président Roosevelt, qui a suivi les travaux, nous déclarait avec enthousiasme que, même à New-York on n'édifie point, en si peu de temps, mené à bonne fin une pareille besogne. C'est un véritable record de vitesse architecturale.

Reste à procéder maintenant à l'installation des « multiples » et des fils des « bornes » brefs... Ce sera l'affaire de quelques jours.

Un détail curieux : on a constaté que les rats, très friands de paraffine, englobent l'enveloppe des fils téléphoniques et peuvent ainsi « couper la communication ». Pour éviter ce désagrément,

Le baron d'Érenthal a prononcé hier, à la commission des affaires étrangères de la Délégation autrichienne, un discours très habile, très ferme et très mesuré. Tout en affirmant avec force et tout en expliquant avec précision le droit autrichien, d'après lui, l'Autriche avait d'agir comme elle a fait en Bosnie-Herzégovine, le baron d'Érenthal a mis la même insistance et le même soin à donner des gages de bonne volonté à la Turquie nouvelle.

Si l'on compare le langage du baron d'Érenthal avec le discours prononcé mercredi par sir Edward Grey, il me semble que l'on peut trouver assez aisément un terrain d'entente. Le ministre anglais disait : « J'espère et je pense qu'il n'y a pas de raisons pour que ce qui s'est produit jusqu'ici puisse troubler la paix. Les changements matériels qui ont été faits ne sont pas si grands; mais c'est une allérgie du traité de Berlin, autant que je puis le voir, sans un avertissement à la Turquie, la puissance la plus intimement touchée par ce changement. » C'est donc à propos de la Turquie que l'Angleterre et l'Autriche devront concilier leurs points de vue; et, de cet accord, naîtra la contente.

L'Angleterre ne voudrait pas y aller pour ratifier purement et simplement les faits accomplis. L'Autriche ne voudrait pas y aller pour soumettre à la ratification de l'Europe l'acte qui elle vient d'accomplir. L'Angleterre — amie fidèle et sans défiance — veut à tout prix sauver les intérêts matériels et moraux de la Turquie. L'Autriche a déjà donné à la Turquie une compensation importante en renonçant au sandjak de Novi-Bazar, et elle ne demande qu'à en trouver d'autres à offrir... Des lors, ne pourrions-nous pas, par l'entremise de l'Angleterre et de la France, amener entre la Turquie et l'Autriche un arrangement préparatoire à la conférence, — arrangement à la suite duquel toutes les puissances signataires du traité de Berlin s'engageraient à ne pas mettre en cause l'autorité qui vient d'intervenir?

Autres points ou les sentiments de l'Autriche et ceux de l'Angleterre se rencontrent. Aucun de ces deux gouvernements ne consent à une conférence où l'on pourrait librement traiter toutes les questions et quelques autres encore parmi les plus graves. Ce serait une « course », s'écrie avec beaucoup de justice le comte Khevenhüller. Et que dirions-nous, — nous Anglais et nous Français, — si quelque mauvais plaisant demandait devant la conférence quelle est la situation exacte, au point de vue du droit international, de ces deux anciennes terres ottomanes : l'Égypte et la Tunisie?

Le sens commun, la loyauté et l'intérêt s'accroissent, à la première heure, pour exiger une limitation stricte du programme de cette conférence que, tout d'abord, on ne s'avise pas de définir. C'est autour de la Turquie et avec la Turquie que l'on doit chercher le chemin de l'entente. C'est là que l'on joindra l'Autriche et que l'on gagna sa confiance et son concours. L'Autriche, le merveilleusement compris, puisqu'elle montre sa préoccupation de saluer les

susceptibilités turques et de dissiper « la légende » du Drang autrichien « vers la mer Egée ».

Eugène Lautner.

P. S. — Le correspondant du Temps à Londres nous apprend pour qu'il M. Isvolski, mis au courant des projets du baron d'Ermenthal à Bucharest le 14 septembre, n'en avait pas encore parlé à la France et à l'Angleterre à la date du 3 octobre. Voici : Dans la Cité, on attribue le silence de M. Isvolski à son désir de ne pas contrarier l'emprunt d'un milliard qui devait être lancé ces jours-ci.

C'est un rien ! La sagesse des nations disait : « Le silence est d'or » ; mais un milliard c'est beaucoup d'or.

Cinquième journée

La situation

Vienne, 9 octobre.

Dans les cercles diplomatiques étrangers dont les gouvernements sont particulièrement intéressés à la situation en Orient, l'opinion, basée sur les dépêches de Constantinople, de Belgrade et de Sofia, est que la situation a pris un caractère plus tranquille et plus pacifique. On relève surtout cette circonstance, qu'à Belgrade, les efforts pour calmer l'opinion s'accroissent.

Budapest, 9 octobre.

Le ministre de la guerre austro-hongrois, le baron Schœnaich, interrogé par un membre des délégations sur les préparatifs militaires, a répondu n'avoir fait aucun préparatif ; mais a ajouté : « Nous sommes toujours prêts ; cependant il espère que le ministre arrivera à une solution pacifique. »

Berlin, 9 octobre.

« La situation n'a pas empiré depuis hier, écrit le Berliner Tageblatt, et c'est déjà un gain. »

Tous les journaux constatent qu'il règne à Constantinople une incroyable intimité contre l'Allemagne, et enregistrent mélancolement la ruine complète de l'influence allemande par ce « la parole libératrice » que l'on attendait de l'Allemagne après vingt ans d'amitié n'est pas venu.

La Deutsche Tageszeitung s'en console en affirmant aujourd'hui encore que l'Angleterre est presque entièrement isolée.

L'événement sensationnel, c'est le voyage de la flottille du Danube, composée de six monitors et d'un torpilleur, vers Belgrade. Une dépêche officielle autrichienne a représenté ce voyage comme inoffensif et le ministre serbe, à la suite de cette dépêche, décida d'influencer la presse dans ce sens pacifique.

Un conseil de guerre s'est tenu hier au Konak et a résolu de convoquer les réservistes pour le 11 octobre. La Serbie est néanmoins décidée à ne rien entreprendre sans l'assentiment préalable de la Turquie.

Outre quelques compensations pécuniaires, la Turquie demande à Ferdinand II de prendre le titre de Tsar des Bulgares, prétention qui n'est pas déraisonnable, en somme.

Berlin continue à observer une attitude réservée, cherchant à calmer les Turcs sans blesser les Autrichiens, et espérant que M. Isvolsky et sir Edward Grey n'arriveront pas à s'entendre sur un congrès international. — Boxxeron.

Londres, 9 octobre.

Journée très calme. On envisage ce soir avec plus d'optimisme la situation de la Serbie.

La seule nouvelle importante est le départ de l'escadre de Malte. Ce n'est pas que le gouvernement anglais craigne des troubles graves en Crète, mais on considère l'envoi de cette escadre comme une simple précaution.

On ne sait encore rien de la décision que prendra le gouvernement grec à l'égard de la proclamation de l'indépendance crétoise, mais, dans les milieux officiels anglais, on m'a exprimé la vive satisfaction que donne au gouvernement britannique l'attitude correcte de la Grèce. On souhaite seulement que rien ne vienne la modifier.

M. Isvolsky est arrivé ce soir à Londres à sept heures. Il doit se rencontrer demain avec sir Edward Grey, mais l'heure de l'entrevue n'est pas encore fixée. Je sais de bonne source que si la question d'une compensation pour la Russie était soulevée, le gouvernement britannique ne ferait aucune difficulté pour régler la question des Dardanelles dans le sens que pourrait lui indiquer M. Isvolsky, tout au contraire ; mais officiellement, on déclare que les négociations ne sont pas assez avancées pour qu'il soit question des Dardanelles.

J. Courcier.

Déclaration conjointe

Les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie ont chargé leurs ambassadeurs à Constantinople de faire savoir à la Porte le même jour et chacun de son côté, que leurs gouvernements estiment que toute modification apportée au traité de Berlin nécessite l'assentiment de toutes les puissances contractantes.

On s'attend, dit une dépêche de Constantinople, à ce que l'Italie fasse la même démarche.

Déplacement de navires anglais

Une dépêche de Londres annonce officiellement que quatre navires anglais ont reçu l'ordre de quitter Malte pour aller dans la mer Egée surveiller les événements.

De Malte on précise : Quatre cuirassés, quatre croiseurs et quatre contre-torpilleurs, sous le commandement du vice-amiral prince Louis de Battenberg, a quitté le port de La Valette pour se rendre en Crète.

Les dispositions de la Turquie

On télégraphie de Constantinople à l'Agence Havas :

Le ministre des affaires étrangères a déclaré hier à quelques diplomates que le gouvernement turc a l'intention de procéder à une mobilisation partielle de l'armée, mais qu'il n'a pas encore pris de résolution définitive à ce sujet. Il a ajouté que la mobilisation peut, d'ailleurs, avoir lieu sans être ordonnée par un décret.

La Porte s'est décidée à envoyer à toutes les puissances et non pas seule-

ment à l'Autriche-Hongrie, sa note au sujet de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Cette note qui a été expédiée jeudi soir, expose la situation résultant du traité de Berlin et de la convention de Constantinople de 1879, et fait remarquer qu'un acte unilatéral ne peut modifier cet état de choses.

Le correspondant du Berliner Tageblatt de Constantinople a appris de source autorisée que la Turquie est décidée à abandonner toute idée de guerre.

Le boycottage des produits autrichiens prend un caractère plus sérieux à Constantinople ; des groupes assez nombreux interdisent l'accès des magasins autrichiens.

La Serbie

On dément de Belgrade la démission du général Serb. Le ministre de Serbie à Vienne a déclaré à un rédacteur de la Neue Freie Presse que la surexcitation est grande en Serbie, mais qu'aucun honnête homme ne songe à une guerre avec l'Autriche. Ce diplomate avait été chargé par son gouvernement de remettre au cabinet austro-hongrois une protestation contre l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, mais cette protestation n'a pas été reçue, le gouvernement austro-hongrois ne reconnaissant à la Serbie aucun droit de s'ingérer dans la question.

Budapest, 9 octobre.

Le Pester Lloyd dit que les manifestations continuent à Belgrade où le peuple réclame l'abandon du roi Pierre. Il ne veut pas la guerre ; mais on dit que ces manifestations n'ont lieu qu'à Belgrade et que seuls de jeunes étudiants, des colégiens et de seus gens sans aveu y prennent part.

Les journaux du soir enregistrent le bruit suivant, qu'une révolution aurait éclaté à Pločnik-Bleki (Bosnie), que les troupes auraient tiré sur la foule et que près de Semlin, sur la frontière serbe, un pont aurait sauté. Beaucoup de nouvelles allemandes sont répandues, dont un grand nombre sont démenties.

Le baron Conrad, chef d'état-major général de l'armée austro-hongroise, est arrivé ce matin et est reparti ce soir après avoir conféré avec le ministre de la guerre, le baron d'Ermenthal et M. Welené, et avoir eu une assez longue audience de l'Empereur.

L'Autriche-Hongrie et la Serbie

Vienne, 9 octobre.

La Neue Freie Presse de Vienne dit que les mesures militaires se bornent à la protection des ponts de la Save et à l'envoi de monitors sur le Danube de Budapest vers le sud de la Hongrie. La flottille nira pas jusqu'à Semlin, mais restera à proximité. La Zeit dit qu'elle s'arrêtera à Petrievareidin et qu'elle doit recueillir les sujets austro-hongrois résidant à Belgrade s'ils sont molestés.

On dément le rappel des officiers de réserve.

Dans les cercles compétents de Vienne, les manifestations de Belgrade sont jugées avec le plus grand calme ; on ne se laissera ni provoquer, ni intimider, mais on continue à être convaincu que la surexcitation à Belgrade finira bientôt par céder la place à un jugement plus tranquille.

Une note bulgare

On télégraphie de Sofia à l'Agence Havas :

La proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, quoique coïncidant avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, n'est nullement en connexion avec ce dernier fait, comme on l'a supposé.

La proclamation de l'indépendance a été nécessaire par des raisons d'Etat qui sont évidentes pour tous.

Le nouveau régime de la Turquie que la Bulgarie a le plus grand intérêt à soutenir, lui impose les plus amicales et les plus sincères relations avec la Turquie et celles-ci ne sont possibles que si la Bulgarie est indépendante.

La Bulgarie ne poursuit pas un but agressif envers qui que ce soit ; la preuve de ceci est visible dans le manifeste et le télégramme adressés par le Roi au Sultan aussitôt après la proclamation.

La Bulgarie fera tout son possible pour conserver avec la Turquie les meilleures relations.

Prince ou Roi

La Porte a ordonné au commissaire turc à Sofia de conserver ses fonctions, attendu que l'indépendance de la Bulgarie n'a été reconnue ni par la Turquie ni par les autres puissances.

Les journaux de Saint-Pétersbourg annoncent également que le représentant de la Turquie à Sofia a reçu l'ordre de ne pas tenir compte du nouvel état de choses et de continuer à traiter le prince Ferdinand en prince et non en roi.

Ferdinand II n'est pas moins roi pour les Bulgares et continue son voyage triomphal à travers son royaume. A Sarragorça, avant-hier, il a fait son entrée dans la ville sous un arc de triomphe autour duquel 20,000 personnes assemblées l'ont acclamé, et les ovations n'ont pas cessé jusqu'à son arrivée à Sofia, où il est rentré hier au milieu des salves d'artillerie. Il fut reçu sur le paron de la gare décorée par le clergé, les autorités civiles et militaires et une compagnie d'honneur.

A la sortie de la gare, un arc de triomphe avait été élevé, sous lequel attendaient des groupes de jeunes filles, le gymnase et les corporations portant des drapeaux.

Le maire, entouré du Conseil municipal souhalta la bienvenue au tsar des Bulgares en lui offrant le pain et le sel sur un plateau.

Dans la rue menant de l'Arc-de-Triomphe à la cathédrale les troupes formaient la haie derrière laquelle stationnaient les fonctionnaires et la population.

Sur la place publique, au centre de la ville, se trouvaient les élèves des diverses écoles.

Ferdinand II a été chagement acclamé ; il se rendit à la cathédrale où le clergé officia.

La ville est en fête, dit la dépêche qui nous transmet ces détails ; un grand enthousiasme régna parmi la population et la foule, venue des environs, est considérable.

En Russie

Une dépêche de Saint-Pétersbourg déclare absolument dénuée de fondement la nouvelle répandue de l'étranger de la démission de M. Isvolsky, ministre des affaires étrangères.

La Novoe Vremia commentant les déclarations faites par M. Isvolsky, dit qu'au lieu de soulever la question des

Dardanelles, dont l'édifice passage n'imposait en cas d'une guerre navale que la Russie ne pourra faire avant de longues années, il devrait chercher des compensations dans un domaine où les intérêts de la Russie sont plus immédiatement compromis, à savoir, les Etats balkaniques. La Russie devrait faciliter la réalisation des aspirations de solidarité de ces Etats, soit en les aidant, soit en les aidant et fâchant d'empêcher.

La plupart des journaux, tout en reconnaissant la nécessité théorique d'une conférence, la désapprouvent, car ils estiment qu'elle n'arrivera à aucune résolution pratique. Les journaux ajoutent qu'un acte si important que le traité de Berlin, qui comporte tant d'intérêts opposés, provoquera inévitablement de nouvelles prétentions imprévues et des complications difficiles à résoudre.

La Gazette de la Bourse croit que la Russie ferait mieux de faire valoir immédiatement l'influence politique du groupe russo-franco-anglais au lieu de pousser à la convocation d'une conférence.

L'attitude de l'Allemagne

Cologne, 9 octobre.

On télégraphie de Berlin à la Gazette de Cologne :

« On apprend que la présence de l'agitation qui règne en Serbie, le gouvernement impérial a fait des démarches pour qu'à Belgrade on adopte une attitude plus calme et plus modérée. »

« M. de Schœn, secrétaire d'Etat à l'Office des affaires étrangères, a, au cours des journées d'hier et d'aujourd'hui, plusieurs entretiens avec l'ambassadeur de Turquie concernant la situation actuelle. »

« D'après nos informations, le secrétaire d'Etat a, de la façon la plus précise, donné l'assurance que la décision du gouvernement austro-hongrois d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine a été prise sans aucune indication de la part de l'Allemagne, et que le gouvernement allemand n'en a pas eu connaissance avant les autres puissances. »

« En ce qui concerne la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, le secrétaire d'Etat a fait remarquer qu'il ne croit nullement on a été absolument étranger aux mesures prises par le gouvernement de Sofia, mais qu'on a été très péniblement surpris. »

« Le gouvernement allemand n'a pas non plus laissé subsister à Sofia le moindre doute sur ce fait que Berlin ne participera en aucun cas à la discussion de la reconnaissance de l'indépendance bulgare tant que le gouvernement bulgare n'aura pas trouvé une solution satisfaisante de la question des chemins de fer orientaux. En tout cas, cette solution ne peut intervenir qu'au moyen de négociations avec la Turquie. »

Un diplomate allemand a déclaré qu'à sa connaissance aucune démarche officielle n'avait été faite par l'Autriche-Hongrie auprès de l'Allemagne au sujet de la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie.

L'Allemagne, a-t-il ajouté, estime en tous cas que la condition sine qua non de la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie est le règlement préalable de la question des chemins de fer orientaux, c'est-à-dire l'entente entre la Turquie et la Bulgarie à ce sujet. L'Allemagne, déclare le diplomate, est résolue à appuyer la demande de la Compagnie des chemins de fer, tendant à l'allocation d'une indemnité de 45,000 francs par jour, de la part de la Bulgarie.

Quant à la question du congrès des puissances, on estime qu'il s'écoulera plusieurs jours avant qu'une proposition concrète ne soit faite par une puissance qui ne serait autorisée que la Russie. Cette proposition ne saurait en effet être formulée, croit-on, avant les résultats de l'entrevue que M. Isvolsky aura à Londres avec les membres du gouvernement anglais.

L'attitude de l'Italie

Rome, 9 octobre.

La déclaration de M. d'Ermenthal aux Délégations que l'Italie est pleinement d'accord avec l'Autriche dans la question de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a produit une impression vraiment désastreuse. Il est donc officiellement prouvé, dit-on, que l'Italie s'est rendue complice du coup de tête de l'Autriche. Mais ce soir la Tribuna se hâte de publier un communiqué opposant un démenti à M. d'Ermenthal. Ce communiqué dit qu'il n'y a eu aucune adhésion préalable de la part de l'Italie au projet de l'Autriche, que la décision du gouvernement autrichien visant l'annexion parvint à M. Tritoni seulement la veille de l'arrivée de M. Isvolsky en Italie, que ce projet fut l'objet d'un examen attentif de la part de M. Tritoni et l'avocat qui déclara d'agir en parfait accord dans les affaires des Balkans. La Tribuna ajoute que les deux hommes d'Etat répondirent au gouvernement autrichien qu'« aucune adhésion n'était possible sans l'accord de toutes les puissances signataires du traité de Berlin, que, en tout cas, l'Autriche devait renoncer aux articles 25 et 29 dudit traité et, enfin, que tout devait être subordonné à ce que déclarerait la conférence européenne, relativement à l'annexion de la Crète à la Grèce ». Je puis vous dire que l'Italie ne la reconnaîtra que si la conférence européenne décide de la reconnaître. — Efax.

Londres, 9 octobre.

Le Times dit tenir de source autorisée que, contrairement aux bruits qui ont couru dans la presse, aucun accord préalable n'est intervenu entre l'Italie et l'Autriche en ce qui concerne l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'Italie, comme les autres puissances, a été informée des intentions de l'Autriche-Hongrie après que l'annexion eut virtuellement été effectuée.

Le gouvernement italien est d'avis que les mesures prises par l'Autriche-Hongrie ne peuvent obtenir de sanction légale que par l'approbation des puissances signataires du traité de Berlin.

L'attitude de la Roumanie

Bucarest, 9 octobre.

L'officieux Indépendance Roumaine publie une longue note affirmant la parfaite loyauté de la Roumanie qui, respectueuse des traités, se consacre au développement de toutes les forces de la nation et au relèvement moral et matériel d'un peuple qui a longtemps souffert.

Dans ces conditions, le rôle de la Roumanie en Macédoine se borne à convaincre l'Europe qu'il existe dans cette province une population qui, tout en étant fidèle à la Turquie, n'oublie pas ses origines, et en cas de révision du traité de Berlin, elle conformera son attitude à sa politique traditionnelle et

contribuera à sauvegarder les intérêts pacifiques de l'Europe.

En Macédoine

Athènes, 9 octobre.

Des dépêches de source sûre, reçues ici de l'intérieur de la Macédoine, donnent des nouvelles qui inspirent à la population grecque de la Macédoine de graves inquiétudes. Des agents du gouvernement bulgare, parcourant notamment et préparant manifestement un coup révolutionnaire. On évalue à 20,000 les armes distribuées par les agents des comités. — Artricus.

Nouvelles diverses

M. Pichon, ministre des affaires étrangères, a conféré hier matin au quai d'Orsay avec Naoum-pacha, ambassadeur de Turquie, et sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre.

Une dépêche de Constantinople dit que la nouvelle de Vienne relative à la proclamation de l'indépendance de l'Albanie n'est pas confirmée.

Une dépêche de Saint-Pétersbourg au Daily Telegraph de Londres signale le bruit que la flotte russe de la mer Noire aurait reçu l'ordre de se mobiliser.

xxx

M
Ad. Tillier
COUPURES PARIS
30c
TELEPHONE
101.50
30c
ARSENEL
30c
Fondé en 1859
30c

N° 2575

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUTS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Advs Importants — Nos journaux, hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels, annuels, sont acceptés par les bibliothèques de la Littérature et de la Presse qui paraissent le 27 Novembre 1908 (voir au verso).

Journal : **LA PETITE REPUBLIQUE**
Date : / 0 2 OCT 09
Adresse :
Signé : **111, Rue Réaumur, PARIS**

VERS LA CONFÉRENCE Comment sera remanié le Traité de Berlin

COMBINAISONS NEGOCIATIONS

Le traité de Berlin s'en va aujourd'hui en lambeaux, déchaîné par les principes intéressés et à la vérité on ne peut s'étonner que d'une chose, c'est qu'il ait pu durer aussi longtemps.

Comme presque tous les grands traités internationaux, c'était éminemment ce qu'on appelle une cote mal taillée. Il ne donnait satisfaction complète à personne pas même à l'Autriche, qui seule obtenait cependant des satisfactions territoriales importantes. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine y était qualifiée de provisoire et ne pouvait cependant avoir de valeur que si à un moment donné ce provisoire devenait définitif.

Comme on sait, le traité était surtout dirigé contre la Russie et son objet principal était de ravir à cette puissance les fruits de ses victoires sur les Turcs. L'indépendance de la Bulgarie, le projet panslave, par l'inclusion de l'Autriche jusqu'en Macédoine ; ruiné le grand Etat bulgare qui d'après le premier traité de San-Stefano devait être libre du Danube à la mer Egée.

On sait que la Bulgarie a pris à plusieurs reprises sa revanche, une revanche partielle, notamment en 1885 par le rattachement de la Roumélie. Malgré tout, elle n'aurait osé prendre l'initiative des incidents actuels, si elle n'avait senti derrière elle un puissant appui. Il n'est que trop évident que la notification simultanée de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de l'indépendance bulgare survenant après la main-mise de l'Etat bulgare sur les chemins de fer rouméliotes annonce entre la Bulgarie et l'Autriche une partie liée, avec l'approbation tacite de plusieurs grandes puissances, mettons la Russie et l'Allemagne. Il serait invraisemblable qu'avant de se livrer à un acte aussi grave que la dénonciation d'un article du traité de Berlin, l'empereur François-Joseph ne se fût pas assuré l'appui ou la neutralité favorable de l'Allemagne et de la Russie, en même temps qu'il trouvait dans la Bulgarie le « soldat » prêt à marcher pour la réalisation de son plan. Le projet, excellent, tracé de main de maître, avec toutes les garanties possibles, est né manifestement à la suite de l'avènement au pouvoir du parti jeune-turc, qui ne parlait de rien moins que de régénérer complètement la Turquie et de ne laisser périr aucun de ses droits historiques, menaçant ainsi tous ceux dont les plus n'étaient fondés que sur la dissolution de ces droits.

Donnant, donnant. Il semble bien qu'en échange de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, M. Isvolsky ait obtenu l'adhésion de l'Autriche à l'abolition de la disposition qui interdisait à la flotte russe le passage des Dardanelles, plus l'abrogation de l'article 29 du traité de Berlin, humiliant pour le Monténégro, pays auquel la Russie et l'Italie s'intéressent, comme on sait, vivement. D'après cet article, « le Monténégro ne pourra avoir ni pavillon, ni bâtiment de guerre. Le port d'Antivari et les eaux territoriales du Monténégro resteront fermés aux bâtiments de guerre de toutes les nations ; les fortifications seront rasées ; la police maritime et sanitaire sera exercée par l'Autriche-Hongrie. »

Ces dispositions seraient purement et simplement abrogées.

Il est donc assez clair que le « coup marchand » austro-bulgare s'est assuré à l'avance, par des concessions ou des négociations d'ordre divers, l'appui ou la neutralité de la Russie et de l'Italie, — celui de l'Allemagne lui étant acquis à l'avance. Quant à la France, l'Autriche escomptait sa neutralité favorable, en donnant en échange une approbation complète à la dernière note franco-espagnole sur les affaires marocaines.

L'Angleterre seule paraît avoir été laissée un peu à l'écart de ces combinaisons faites, sans doute, de compensations à offrir, et c'est ce qui a motivé, sans doute, le tollé que l'on sait. C'est une question de prestige pour la grandeur britannique de ne laisser transgresser aucun des traités qu'elle a signés. Dans un autre sens aussi, le parti libéral anglais, pas plus que les radicaux français, ne pouvait laisser sans appui le parti jeune-turc à ses débuts en présence d'aussi grosses difficultés extérieures. C'est dans ces conditions que la Turquie, sagement conseillée, a fait appel à l'Europe et demandé la réunion d'une conférence. La France, l'Angleterre et la Russie, que l'Italie doit suivre, soutiennent cette manière de voir. Il ne pourra être fait de modifications au traité de Berlin sans l'assentiment des puissances contractantes, ont déclaré à Constantinople les trois ambassadeurs anglais, français et russe.

La question en est là. La conférence sera vraisemblablement adoptée par l'Allemagne, qui n'a pas d'objection sérieuse à faire, et aussi par l'Autriche. Il ne restera qu'à trouver une formule pour qualifier l'annexion de la Bosnie-Herzégovine sans porter trop manifestement atteinte à l'intégrité de l'empire turc. Ce sont là des nuances dans lesquelles les diplomates excellent. Il faut s'attendre à de longues négociations pour l'élaboration du programme de la conférence. Les trois vœux

sur lesquels on s'entendra seront ensuite fort vraisemblablement la suppression ou la modification de l'article 29, relatif au Monténégro, l'abrogation de la défense faite à la Russie de faire franchir les Dardanelles à ses navires de guerre, l'Angleterre étant prête à lever à cet égard l'opposition qu'elle avait faite jusqu'ici, la reconnaissance de l'indépendance bulgare et le droit accordé à la Bulgarie de « capitaliser le tribut de la Roumélie », c'est-à-dire de s'acquitter en une fois, par le versement d'une somme à débattre, du tribut annuel jusqu'ici payé par les Rouméliotes au sultan.

Restent les Serbes, indignés par l'annexion de leurs frères de Bosnie. Militairement, ils ne sont pas très à craindre, mais il n'est pas impossible qu'en raison de leur état d'excitation, quelques hostilités ne soient dirigées par eux contre l'Autriche. Une satisfaction pourrait leur être donnée du côté du sandjak de Novi-Bazar, que les Autrichiens abandonnent, parce qu'ils le considèrent comme une véritable source de discordance entre le Monténégro et la Serbie — opinion que partagent aussi, vraisemblablement, les militaires turcs.

Bref, l'entente européenne pour le remaniement du traité de Berlin apparaît, dès aujourd'hui, comme possible et comme probable. Il ne reste à craindre que les exaspérations des Balkans. Il faudra contenir les Bulgares et les Serbes, les Albanais aussi, qui menacent de se soulever contre le gouvernement jeune-turc. Les Bulgares peuvent être tentés de profiter des événements pour réaliser leur grand rêve national, l'annexion de la Macédoine — et les gouvernements, on le sait, ne réussissent pas toujours à maintenir dans les limites de la raison les populations emballées.

Mais quoi qu'il advienne, les conflits resteront strictement localisés, et fort vraisemblablement, l'unanimité pacifique de l'Europe étendra vite les incendies qui pourraient éclater.

PAUL BALLAGUY.

TDVİSAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-b

No. 256

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPONS DE SOUVENIRS ET DE REVUES
SUR TOUTS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Ab. Téléph. (REVUE LUX) 304
TELEPHONE 101.50
ASCENSEUR 304
Fondé en 1849

Journal : **L'ECLAIR**
Date : **10 OCT.**
Adresse : **10, Faubourg Montmartre, PARIS**
Signé :

TOVISAM
Kütlüphanesi Arşivi
No HHP.326-7

Avis important. — Nos abonnés, instituteurs, écoles, bibliothèques, sont priés de nous adresser le montant de leur abonnement en espèces, par mandat postal, au plus tard le 15 novembre 1908 (voir au verso).

LES TARTARINS DES BALKANS

La Serbie et le Monténégro s'agitent ridiculement

De laborieuses négociations diplomatiques sont engagées entre les grandes puissances pour arriver à un règlement général de la question d'Orient. Les acteurs du drame rapide qui s'est joué dans les Balkans : Bulgarie, Autriche, Turquie, Grèce attendent la décision des autres puissances signataires du traité de Berlin. Le formidable poids de la Triple-Entente franco-anglo-russe charge la balance.

Pendant ce temps, on entend un grand bruit de sabres et de bottes dans la Péninsule des Balkans : beaucoup de bruit pour rien, encore une fois, car ce sont la Serbie et le Monténégro qui s'agitent. Le principal de la Montagne-Noire a promis son appui au roi assassin contre l'Autriche-Hongrie. Et si se trouve des gens assez dévoués pour se demander si les Serbes feront la guerre.

L'Allemagne et l'Angleterre elle-même ont chargé leurs représentants à Belgrade de prier la Serbie de s'abstenir de cette tragédie. Les Serbes ont été battus par la Turquie en 1876, et par la Bulgarie en 1885, ils ne peuvent se passer de se faire battre par l'Autriche-Hongrie en 1908. Les dernières dépêches semblent du reste prouver que cette vérité leur est apparue.

Du reste, s'ils voulaient cependant se passer cette fantaisie, la situation diplomatique est assez nette pour que la gaitelle qui pourrait faire les bandes serbes et monténégrines n'entraîne aucune grave complication. On peut donc attendre ces jours tranquilles les événements.

Pas de guerre

Tout danger serait écarté si la situation était exactement résumée par la dépêche suivante :

VIENNE, 9 octobre. — Le ministre de Serbie à Vienne, M. Simich, interviewé par la Neue Freie Presse, a déclaré que tous les bruits relatifs à l'intention de la Serbie de faire la guerre sont inexacts.

La surexcitation en Serbie est certainement grande, mais aucun homme avisé en Serbie ne songe à une guerre avec l'Autriche-Hongrie.

L'Autriche-Hongrie s'impatiente

Il semble que toute l'agitation serbe commence à impatienter l'Autriche qui serait disposée à mettre au pied du mur le gouvernement de Belgrade.

Une dépêche de Budapest indique que les uns des mesures de prudence austro-hongroises.

BUDAPEST, 9 octobre. — D'après les nouvelles parvenues à Budapest, les réserves serbes seraient été convoqués pour le 11 octobre. On prendrait également des mesures pour organiser des bandes.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement austro-hongrois a ordonné de garder les ponts et les routes aboutissant à la frontière bosniaque.

Enfin l'Autriche-Hongrie vient de recevoir cavalièrement une protestation serbe :

Vienne, 9 octobre. — Le ministre de Serbie à Vienne a été chargé par le gouvernement serbe de remettre au ministre austro-hongrois des affaires étrangères une protestation contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à la monarchie.

Cette protestation ne pas été reçue, car on ne reconnaît pas à Vienne, au gouvernement serbe, le droit de prendre une attitude à l'égard de cette question par la voie diplomatique.

Le Monténégro proteste

Comme la Serbie, le Monténégro croit devoir protester — lui en utilisant la situation actuelle pour obtenir des compensations que lui assurent d'ailleurs l'appui de la triple-entente.

Le prince Nicolas II de Monténégro publie dans le Journal officiel du Monténégro une proclamation à son peuple dont voici le résumé :

Le prince Nicolas exprime sa douleur de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la couronne des Habsbourg ; il exhorte les Monténégrins à rapporter, à leurs cœurs du sien sous le coup terrible porté au sein même du Serbisme, en Bosnie et Herzégovine.

Les couleurs noires et jaunes de la ligette de démarcation qu'on vient de planter sur une frontière ; ne formons-nous pas le même corps, la même âme ? Ces couleurs seront, au contraire, le symbole de l'injustice et nous fortifieront davantage dans l'espoir de la victoire finale de la justice.

Les Monténégrins doivent conserver toujours, aussi forte que les rochers qui les ont vus naître, l'espérance en l'avenir.

La malheureuse situation actuelle des pays serbes n'est que passagère ; et puis, qu'aujourd'hui les stipulations du traité de Berlin sont toutes aux pieds, spécialement par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, celles de l'article 29 se référant au littoral monténégrin s'annulent de ce fait même et n'ont plus aucune valeur pour le Monténégro. Le prince Nicolas est persuadé que les grandes puissances approuveront sa manière d'agir, et il fait appel à ses braves Monténégrins de le soutenir comme par le passé.

Envoi de navires anglais en Crète

MALTE, 9 octobre. — La flotte anglaise de la Méditerranée vient de partir pour la Crète.

L'escadre anglaise, qui se rend dans la mer Egée, se compose de quatre cuirassés, quatre croiseurs et quatre contre-torpilleurs, sous le commandement du vice-amiral Louis de Balthazar.

LE FOUR DE M. ISVOLSKI

La presse russe elle-même désapprouve sa politique et son projet de conférence

SAINTE-PÉTERSBOURG, 9 octobre. — Commentant les déclarations de M. Isvolski à un journal français, la Novost Vremia estime que le point de vue du ministre au sujet d'une compensation est faux et puérile. Ce journal pense que M. Isvolski devrait, au lieu de soulever la question des Dardanelles, dont le libre passage n'importe qu'en cas d'une guerre navale que



LE PRINCE NICOLAS DE MONTENEGRO LE ROI PIERRE DE SERBIE

La Russie ne pourra faire avant de longues années, chercher des compensations dans un domaine où les intérêts de la Russie sont réellement compromis, à savoir, les Balkans balkaniques. La Russie devrait faciliter la réalisation des aspirations de solidarité de ces Etats, solidarité que les Allemands redoutent et sachent empêcher.

Le plupart des journaux, tout en reconnaissant la nécessité théorique d'une conférence, la désapprouvent car ils estiment qu'elle n'arrivera à aucune résolution pratique. Les journaux ajoutent qu'un acte si important que le traité de Berlin, qui comporte tant d'intérêts opposés, provoquera inévitablement de nouvelles prétentions imprévues et des complications difficiles à résoudre.

La Gazette de la Bourse croit que la Russie ferait mieux de faire valoir immédiatement l'influence politique du groupe russo-franco-anglais au lieu de pousser à la convocation d'une conférence.

Pourquoi M. Isvolski s'est tu

On télégraphie de Londres au Temps : Dans la Cité, on attribue le silence de M. Isvolski, en ne prévenant pas la France et l'Angleterre des communications autrichiennes, à son désir de ne pas contraindre l'emprunt d'un milliard qui, devant être lancé tel que l'œuvre-ci. Naturellement, le lancement de cet emprunt est ajourné.

Il ne s'en ira pas de lui-même

SAINTE-PÉTERSBOURG, 9 octobre. — On dément absolument l'annonce de fondement la nouvelle répandue à l'étranger d'après laquelle M. Isvolski, ministre des affaires étrangères, aurait donné sa démission.

Une note anglo-franco-russe

CONSTANTINOPLE, 9 octobre. — Les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie ont chargé leurs ambassadeurs à Constantinople de faire savoir à la Porte le même jour et chacun de son côté, que leurs gouvernements estiment que toute modification apportée au traité de Berlin nécessite l'assentiment de toutes les puissances contractantes.

On s'attend à ce que l'Italie fasse la même démarche.

L'Italie est conciliante

ROME, 9 octobre. — Dans son discours, M. Tittoni faisant allusion, à propos des événements d'Orient, aux articles du traité de Berlin qui, selon lui, sont devenus des fictons diplomatiques lorsqu'ils ne répondent plus à la réalité de la situation, indiquait déjà clairement que le gouvernement italien considérait la solution donnée à la question de la Bosnie et de l'Herzégovine comme un événement fatal et inévitable.

Des renseignements puisés à bonne source confirment que l'Italie ne créera, pas d'obstacles à l'Autriche, se bornant à demander la libération du port d'Antivari de la tutelle autrichienne.

Dans le cas où le cabinet de Vienne céderait sur ce point, l'Italie s'emploierait à trouver une formule conciliante et qui donne satisfaction à toutes les puissances signataires du traité de Berlin.

Les intentions de l'Autriche-Hongrie

Le correspondant du Standard à Paris a interviewé l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie dans cette ville.

Il semble, a-t-il dit, l'ambassadeur qu'un mal compris ce que j'ai dit à un rédacteur d'un journal parisien. Mon gouvernement n'a jamais refusé de prendre part à un Congrès ou à une Conférence ; il ne pose aucune condition à sa participation.

Il y a quatre jours, M. Isvolski m'a fait part de son idée d'une conférence ; j'ai répondu qu'avant de recevoir une proposition quelconque dans ce sens, je demanderais à être renseigné sur deux points ; premièrement l'objet de la conférence ; secondement, le lieu où l'on proposerait de la tenir.

M. Isvolski m'a répondu que, d'une façon générale, l'objet de la conférence serait une révision du traité de Berlin, mais que l'on n'était pas encore décidé quant à la ville où la conférence se réunirait.

Mon opinion est qu'en principe nous ne ferons pas d'objections à la réunion de cette conférence, mais que nous tendrons à être assurés d'avance de l'étendue de ses délibérations.

J'imagine que la plupart des grandes puissances seront de mon avis. M. Pichon m'a dit hier que la France était favorable à une régularisation de la situation par une discussion entre les puissances signataires du traité de Berlin, mais qu'elle refuserait formellement de prendre part à tout congrès ou conférence où des questions pourraient être introduites qui n'auraient pas été acceptées préalablement par toutes les parties intéressées.

On dit, a ajouté l'ambassadeur, que la Turquie a l'intention de soulever la question des Dardanelles. Mais cela pourrait faire naître de nouvelles difficultés avec les Juifs-Turcs et je ne suis pas sûr que l'Angleterre se soucie de voir la situation de l'Égypte ou de Chypre remise en question.

Nous reconnaissons parfaitement que la Turquie a droit à une compensation et il ne sera pas difficile de la lui donner. En ce qui concerne la Bulgarie, cela peut affecter la forme financière et, si les susceptibilités de la Turquie requièrent un autre remède, on peut le trouver dans un relâchement des capitulations et dans la suppression des restrictions imposées en Macédoine.

ALLO ! ALLO !

Pour téléphoner à L'ECLAIR, demander le 402.00, NUMÉRO PROVISOIRE

M. *Marcus* No 257

Adm. Télégraph. OUVRES PARIS 304
 TÉLÉPHONE 101.50 304
 ARGENSÈUR 304
 Fondé en 1849

Le COURRIER de la PRESSE
 A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
 24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
 FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
 SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal :
 Date : **MATIN 13 OCT. 8**
 Adresse : **6, Boulevard Poissonnière, PARIS**
 Signé : **TOVISAM**
Küttüphanesi Arşivi
 No **14HP.326-8**

Acte important. — Nos abonnés, libraires, poètes, publicistes, seront intéressés gratuitement dans : **L'Annuaire de la Littérature et de la Poésie** qui paraît le 1^{er} Novembre 1908 (voir au verso).

TARIF :
 Tarif réduit, payé d'avance, sans frais de temps limité.

Est-ce la Guerre ?

*La Bulgarie médite un ultimatum
 La Turquie s'apprête à se défendre*



TSAR ET TSARINE DES BULGARES

Le cyclone balkanique, qui avait son centre ces jours derniers à Belgrade, en Serbie, s'est soudainement déplacé. Il plane aujourd'hui sur Sofia et Constantinople. On trouve en dessous les graves dépêches de nos envoyés spéciaux dans ces deux capitales.

Des entretiens très importants ont eu lieu hier et avant-hier à Londres entre sir Edward Grey, ministre anglais des affaires étrangères, et M. Isvolsky, ministre des affaires étrangères de Russie.

Nous croyons savoir que les négociations ayant pour but d'élaborer les grandes lignes d'une entente entre la Russie, la France et l'Angleterre, au sujet du programme que la conférence internationale examinera, sont en très bonne voie.

Malheureusement, si une guerre entre la Bulgarie et la Turquie éclatait, la conférence deviendrait aussitôt inutile...

COTÉ BULGARE

SOFIA, 12 octobre. — Dépêche de notre envoyé spécial. — En rentrant à Sofia, je retrouve les sources de renseignements qui m'avaient permis de connaître avant les Bulgares la proclamation de l'indépendance.

Les nouvelles également certaines que je recueille aujourd'hui ont un caractère d'extrême gravité.

Cet après-midi sera consacré aux réjouissances publiques, mais demain commenceront les affaires sérieuses.

Il est extrêmement probable que la Bulgarie va envoyer à la Turquie un ultimatum la sommant de reconnaître dans les trois jours l'indépendance proclamée à Tirnovo. Ensuite, si la Turquie ne répond pas, ce sera la déclaration de guerre.

Je puis vous dire que cette résolution est impérieusement motivée par des raisons d'ordre intérieur et surtout extérieur.

On a appelé trois nouvelles classes de la réserve, soi-disant pour relever les réserves ayant fini leur temps ; mais cet entretien d'une armée de 110,000 hommes est dispendieux.

En outre, les classes appelées vont se trouver sous les drapeaux avant le rappel des trois autres, ce qui portera l'effectif armé à 140,000 hommes, charge accablante et elle n'est utilisée.

D'autre part, l'état d'indécision paralyse les affaires. Les blés ne se vendent pas. Les wagons sont retenus pour le service de l'armée.

L'opinion s'impatiente. L'état-major représente que chaque jour de retard diminue l'efficacité militaire et profite à la Turquie. Il y a donc urgence à faire vite.

A l'extérieur, l'attitude des trois puissances unies — France, Russie, Angleterre — cause une impression pénible, mais on est absolument décidé ici à ne pas subordonner à une conférence la question de l'indépendance, car on n'admet pas que cette conférence, où la Bulgarie ne serait pas représentée, tiende pour non avenu l'acte de Tirnovo ; on préfère que la question soit préalablement réglée avec la Turquie, les armes à la main.

La situation est telle que, si elle n'est pas acceptée comme un fait accompli, elle ne peut se dénouer que par la guerre.

HENRI DES HOUX.

COTÉ TURC

CONSTANTINOPLE, 12 octobre. — Dépêche de notre envoyé spécial. — La surexcitation du peuple serbe, qui a eu un écho à Constantinople par une manifestation devant le consulat de Serbie, aux cris de : « Vive la guerre ! A bas l'Autriche ! », gagnera probablement le peuple turc.

Si les puissances ne se hâtent pas de conjurer le péril, l'explosion sera d'autant plus violente que les Turcs ont conscience d'avoir montré jusqu'ici une modération méritoire.

Dans les milieux officiels, et parmi les dirigeants, à tous les degrés, on comprend que la Turquie désorganisée doit se reposer avant de prendre une revanche et des satisfactions au sujet de ce que tous considèrent comme un acte de piraterie.

Mais les éléments populaires cèdent moins à la raison et plus au sentiment que les éléments intellectuels.

Les nouvelles qui viennent de Grèce, de Macédoine et de Serbie échauffent le patriotisme ottoman.

Tout en affirmant leur volonté pacifique, les Jeunes-Turcs ont pourvu au plus pressé pour la défense contre une agression. On n'a fait aucun appel de réserves, mais toutes les nuits, des trains chargés d'approvisionnement, de munitions et de matériel partent pour les forteresses et les points de concentration.

Ces convois sont dissimulés pour ne pas exciter le peuple, mais ils sillonnent toutes les voies. On a même expédié des canons Krupp, achetés depuis longtemps, et qui ne sont pas encore déballés.

Le gouvernement se déclare prêt ; l'armée est animée d'un esprit nouveau qui rappelle l'enthousiasme de nos pères, en 1902.

Le peuple, les chefs et les soldats sentent qu'ils combattraient pour la liberté nationale et pour le bon droit, qu'ils combattraient pour eux-mêmes et non pour un despote.

Le gouvernement et les généraux sont sûrs que de telles dispositions feraient accomplir des prodiges aux troupes déjà renommées pour leurs qualités guerrières.

L'opinion unanime est exaspérée, moins par la brutalité de l'agression bulgare, déjà éprouvée en 1885, que par les circonstances de fait.

Un grand meeting du peuple de Constantinople est convoqué pour les prochains jours pour demain, devant la grande mosquée, pour une protestation grandiose contre les spoliations, et pour remercier les puissances qui demeurent fidèles aux traités et à la foi jurée.

Au fond du cœur, le peuple turc veut la guerre. Mais la prudence politique et les sentiments humanitaires des intellectuels retardent seuls l'explosion.

Le fait important de la journée est la visite de l'ambassadeur d'Angleterre au siège du comité Union et Progrès.

J'ai constaté personnellement que l'ambassadeur d'Angleterre est resté trois quarts d'heure en conversation avec Ahmed Riza bey, qui dirigea le Mecliveret à Paris, qui fut et reste l'âme de la révolution.

La signification de cette démarche à cette heure doit être comprise tant au palais pour l'intérieur qu'à Vienne et Sofia.

URBAN GOBIER.

chef, destiné à le remplacer si celui-ci est fait prisonnier ou tué. Ces représentants seront munis de pleins pouvoirs écrits et leurs noms devront être gardés absolument secrets. Par contre, dans le cas où les membres d'un district ne pourraient nommer un représentant, c'est le chef qui devra le faire(?)

3) Les citadins et les paysans continueront à subvenir à l'entretien des chefs comme par le passé.

4) Les armes devront être tenues toujours prêtes et cachées.

Toute personne qui aura vendu ou livré des armes sera frappée des peines les plus sévères.

5) Les archives et les lettres des chefs de bandes et celles du comité devront être déposées en lieu sûr.

6) Les noms des comitadjis devront être tenus secrets pour éviter les arrestations dans le cas où le comité jeune-turc voudrait les poursuivre.

7) Les comités locaux sont chargés d'inspecter les comptes des chefs de bandes et d'en transmettre le résultat au Comité central.

8) Il est défendu à tous les membres de l'Organisation de prêter serment de fidélité aux Turcs. Ceux qu'on voudrait y contraindre devront s'y refuser catégoriquement en alléguant que leur qualité de membre de l'Organisation bulgare ne leur permet pas de faire partie d'une autre association. Tout fait de ce genre devra être rapporté à la direction du Comité central, sous forme de protestation.

9) Les Comités, ainsi que les chefs, devront sévèrement veiller à ce que le peuple n'ait pas à souffrir d'actes arbitraires et d'injustices, et aviser le Comité central dans le cas où des faits de ce genre se produiraient.

10) Les paysans dont les écoles et les églises auront été fermées devront réclamer leur réouverture.

11) Le devoir des comités est de s'efforcer de fonder dans leur district de nouveaux comités, comme l'a fait celui de Salonique. Les avantages de ces efforts sont évidents. Ces comités mèneront la campagne électorale de la population bulgare et pourront, de cette façon, compléter l'œuvre de l'Organisation Intérieure qui ne possède pas la sanction légale et qui se propose comme but la lutte à main armée. Les efforts de tous les comités légaux doivent tendre à obtenir le *self government* de leurs districts respectifs. Il serait à souhaiter que les comités recrutassent leurs membres parmi les personnages les plus importants et les plus intelligents de la population.

12) Il est aussi possible de fonder des comités mixtes (avec des Turcs, des Grecs, etc.), mais leur but sera la défense des intérêts de toutes les nationalités.

13) Les comités légalement institués devront exiger du comité jeune-turc la nomination d'un gouvernement provisoire, qui aura à s'occuper des affaires courantes des provinces jusqu'à l'établissement définitif de l'ordre. Dans ce gouvernement provisoire, le nombre des représentants des différents partis politiques sera proportionnel à la force numérique de leur nationalité respective. Une exception sera toutefois faite en faveur des Turcs, qui pourront, même s'ils se trouvent en minorité dans le district, avoir un nombre de représentants égal à celui de la majorité.

14) Les comités légalement institués auront à tâche de réaliser la représentation bulgare dans les conseils administratifs proportionnellement à sa force numérique. Il en sera de même pour tous les autres services administratifs.

15) Les comités prépareront le peuple aux élections parlementaires et recevront des instructions à ce sujet.

Salonique, le 12/25 août 1908.

TDVİSAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-10

Adr. Télégrap.
COUPEURS PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

N° 2536

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT
Nous attirons l'attention de nos abonnés sur les avantages réservés à ses assurés par la Compagnie d'Assurances sur la Vie « LE GRESHAM »
30, Rue de Provence, PARIS = Voir au verso

TARIF :

Tarif réduit, d'avance, sur demande, par temps lim

Journal : *Hellenisme*
Date : 1 OCTOBRE 1908
Adresse : *Paris de Mezzano*
Signé :

MÉMOIRE SECRET BULGARE

Un intéressant document bulgare a été découvert à Salonique dont nous donnons ici le texte intégral :

Profitant de la nouvelle situation en Turquie et en Macédoine, le comité de l'Organisation intérieure bulgare a cru bon de donner à ses bandes un caractère légal. Il est aussitôt entré en pourparlers avec le comité jeune-turc « Union et Progrès » et lui a soumis ses conditions dont la principale consistait dans l'autonomie de la Macédoine. Les Jeunes-Turcs n'ont nullement caché leur intention de ne pas accéder à cette demande. Mécontents de leur attitude, déçus dans ses espérances, le comité bulgare croit nécessaire de prendre ses mesures et de préparer énergiquement la défensive. A la suite de ces résolutions, l'Organisation intérieure a arrêté le programme suivant :

1) Les *voévodes* et chefs de bandes ne doivent quitter leurs zones d'action sous aucun prétexte; ils sont, en outre, tenus de parcourir les villages de leur périphérie et d'y fortifier et d'y exalter, par leur présence, l'héroïsme de la population. Les mouvements des chefs doivent rester secrets, afin qu'ils ne puissent être faits prisonniers ou tués en cas de poursuites. Si le gouvernement venait à entraver l'action de l'un d'eux, le comité devrait en être immédiatement avisé par des rapports transmis directement au bureau central de l'Organisation, siégeant à Salonique.

2) Les districts qui n'ont pas été reconnus (?) nommeront un représentant à côté de chaque

M
Adr. Télégraph.
CONFERES PARIS
TELEPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

TOUS JOURS
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326 II No 2541
Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

AVIS IMPERIEUX. — Non abonnés, lités abonnés, pas de publications. L'Annuaire de la Littérature et de la Poésie qui paraitra le 1^{er} Novembre 1908. (Voir au verso.)

Journal :
Date :
Adresse :
Signé :
117, rue Réaumur, PARIS

Tarif réduit d'avance, de temps

pas la vérité. Car le prince m'est apparu comme beaucoup plus Français que Serbe. D'ailleurs ayant fait toutes ses études à Paris et ayant presque sans interruption habité notre pays, il n'est pas étonnant qu'il donne l'impression parfaite d'un de nos compatriotes. D'un de nos compatriotes qui aurait souffert, il est vrai, et auquel la vie n'aurait pas toujours réservé des heures assouplies et bien heureuses. »
« Il est évident, me dit mon interlocuteur, et cela dit sans aucun esprit de famille, que l'avènement du roi Pierre a été un événement infiniment heureux pour la Serbie. Sans vouloir mettre en cause le roi Alexandre, non plus que la reine Draga, je dois reconnaître que notre pays courait à une ruine inévitable. Pierre I^{er} est un soldat. Il l'a prouvé en France même, en prenant une part active à la guerre de 1870. C'est aussi un parfait honnête homme. Et sous son règne la confiance a commencé à rentrer en Serbie, les finances se sont améliorées, bref notre pays s'est entièrement ressaisi.

« Je vous ai dit que le roi Pierre est un soldat. Ce n'est pas moins un pacifiste et je puis vous affirmer ma conviction la plus absolue, conviction appuyée d'ailleurs sur l'opinion de tous les tenants et aboutissants que j'ai là-bas, fort bien placés pour le savoir, que la Serbie ne déclarera pas la guerre. Je ne vous cacherais pas que devant le coup si inattendu de l'Autriche, j'ai eu un moment de vive inquiétude. D'autant plus que le baron d'Aehrenthal a été parfaitement injuste vis-à-vis de la Serbie. Je craignais donc que toute cette effervescence, causée par la brusque décision de l'empereur d'Autriche et les déclarations du ministre autrichien n'amènent un soulèvement populaire. Mon inquiétude a été de courte durée. Le Serbe est foncièrement pacifique et, je vous le répète, le gouvernement est absolument décidé à maintenir la paix, à moins, bien entendu, qu'on ne le force littéralement à la guerre. Mais ceci ne me paraît pas à envisager.

« Il est certain que la Serbie a traversé des crises financières qui ont été désastreuses avec un voisin qui pratique la politique de la porte fermée. Je n'en espère pas moins que l'Autriche s'arrêtera ainsi, sans coup férir, la Bosnie et l'Herzégovine, on saura trouver quelque compensation pour la Serbie. Songez que la Bosnie et l'Herzégovine sont tout à fait serbes, autant par la langue qui s'y parle que par la religion qu'on y pratique. Il semble donc bien que nul pays n'eût été mieux indiqué que le nôtre pour être le tuteur de la Bosnie et de l'Herzégovine. »

« Et sous quelle forme verriez-vous une compensation pour la Serbie ? »
« Mais, il me semble, en lui octroyant quelque partie d'un pays qui limite son territoire. La Macédoine, comme l'Albanie, voudrait obtenir son autonomie. Ces pays déclarent qu'il faut aussi jadis des royaumes indépendants. Quand ? Où sont leurs rois ? Où sont leurs princes ? »

« Je puis vous affirmer, que si, contrairement mes prévisions, la Serbie était forcée de faire la guerre, nous marcherions la main dans la main avec le Montenegro, car, à l'heure actuelle, les deux pays sont en pleine harmonie et se soutiendront mutuellement avec la dernière énergie. »

Nous ne parlâmes pas politique plus avant. Le prince Alexis venait d'ailleurs, en quelques phrases claires et précises, de me donner un aperçu très complet de la situation actuelle en Serbie. Et j'aurais eu mauvaise grâce à en exiger davantage. Cependant, avec la plus grande amabilité, mon hôte me fit faire la visite complète de cet hôtel où chaque meuble, chaque toile, chaque bibelot lui rappellent un souvenir de son frère bien aimé. Ce fut la partie la plus intéressante et la plus émouvante de ma visite. Rien n'est plus touchant, en effet, que le culte et la vénération que le prince Alexis a voués à l'infortuné prince Bojidar. Il en conte l'odyssée avec une simplicité qui n'est pas exempte de grandeur. Aucune affectation, aucune amertume : on croirait entendre un chapitre des *Rois en exil*.

« Mon frère, me dit-il, était un artiste extraordinaire. Très doué, il s'est essayé dans toutes les branches de l'art. D'ailleurs, je vais vous en donner la preuve. »

Je passais, en effet, une revue bien curieuse. Ce sont d'abord des aquarelles, tout imprégnées d'impressionnisme, signées du prince Bojidar. De lui également, des médaillons sculptés du roi Pierre I^{er}, pris il y a de nombreuses années déjà ; de sa femme, princesse de Montenegro. Cette chaise « art nouveau » est entièrement de sa main, ainsi que ces travaux sur cuir, ce coffret de velours, dont l'ornementation est de lui. Il fut aussi l'artisan d'une partie de ces boiscristes. Et voici, encadrés contre le mur, les illustrations d'un livre dont il est l'auteur. L'auteur des illustrations, je précise, car il fut également l'auteur de plusieurs ouvrages, souvenirs de voyages et œuvres d'imagination, qui sont d'un fin observateur et d'un lettré délicat.

La musique ne le laissa pas davantage indifférent. Il pratiqua le chant, fut élève de Feura, lequel, on le sait, ne consentait qu'à former, et donner lui-même des leçons. Enfin, dans le grand atelier, à côté des œuvres du prince Bojidar, voisinent un merveilleux portrait de lui, signé Lévy-Dhurmer ; un autre, très intéressant, de Maria Baschkirtzeff, et d'admirables esquisses de Bastien-Lepage. Le prince Alexis me montre enfin, exposés dans une table-vitrine, de nombreux bijoux « art nouveau » travaillés par son frère.

« Vous voyez, me dit-il, qu'il est parti en pleine production. Mais, cette fois, il part n'était pas, hélas ! son seul guide, il y avait également... la nécessité. Je n'ai, je vous l'avoue, aucune fausse honte à vous montrer cette dernière photographie. »

Et mon interlocuteur va chercher dans un tiroir une photographie représentant devant la porte d'un atelier deux hommes en blouse blanche. C'est le prince Bojidar et son apprenti, en ouvriers. Ce fut là sa dernière étape.
A rappeler tous ces souvenirs, et bien

qu'ils me soient personnellement étrangers, je m'aperçois que beaucoup de mélancolie a envahi la grande pièce où nous sommes. Je contemple une dernière fois, au mur, les portraits de Kara George, le libérateur de la Serbie, et du prince Bojidar. Et je songe que la légende serbe, qui prétend qu'ils se ressemblent, est bien inexacte. Le premier, tout en couleur et en force, fait penser à un Murat ; le second à un visage empreint de finesse, de douceur et de tristesse.

Au moment où je me retire, le prince Alexis me dit encore :
« Venez me revoir, je vous montrerai encore bien des documents qui peuvent vous intéresser. Et si nous ne parlons pas politique, je serai toujours enchanté de votre visite. »

Semblable en cela à son frère, le prince Alexis semble avoir plus de goût et plus d'estime pour l'art et la littérature que pour la politique.
C.L. de Monaco.

Autour DE LA Crise d'Orient

Physionomies serbes : Les Karageorgevitch.

Il y a quatre ans, le jour même où étaient assassinés le roi Alexandre et la reine Draga, j'étais à la légation de Serbie et un fort aimable secrétaire m'assurait que les souverains étaient en excellente santé et que le peuple serbe tout entier montrait un parfait loyalisme à leur égard. Lorsque, quelques heures après, ils reçurent confirmation de la nouvelle qui circulait dans Paris depuis le matin, la situation des membres de la légation ne cessa pas d'être assez délicate. Mais je n'eus garde de les affliger de nouveau de ma présence, qui leur eût sans doute paru inopportune.

Depuis, je n'eus plus l'occasion de me mêler des choses de Serbie. Aussi bien, depuis cette époque et l'avènement au trône du prince Karageorgevitch sous le nom de Pierre I^{er}, la Serbie coula des jours paisibles et heureux. Et, on le sait, par définition, les peuples heureux s'ils n'ont pas d'histoire, n'ont pas davantage d'historiens. Cependant l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie ayant brusquement cassé les vitres, voici toutes les anciennes principales des Balkans en pleine actualité et de nouveau la Serbie sur le tapis.

Les personnalités serbes ne manquent pas à Paris. En dehors du prince Arsène, frère du roi Pierre I^{er}, le prince Alexis Karageorgevitch a droit au titre, si flatteur paraît-il, de vieux Parisien.

C'est avec lui que je me suis assez longuement entretenu, en son petit hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, encombré de souvenirs, de bibelots et de reliques de son frère le prince Bojidar, artiste délicieux qui s'en est allé trop tôt, il y a quelques mois...

J'ai trouvé le prince Alexis Karageorgevitch, à peu près muet sur tout ce qui concerne la politique serbe. Il est cousin du roi Pierre I^{er} et s'est lui-même, voici plusieurs années déjà, mêlé aux choses politiques de son pays. Deux raisons qui lui commandent, à son avis, une extrême réserve. Cependant il a consenti à me faire quelques déclarations sur la situation actuelle de la Serbie.

Il est de toute évidence que si je voulais tracer un portrait du prince Alexis, la coutume m'imposerait de dire qu'il a une physionomie slave bien caractéristique. La coutume peut-être, mais, à coup sûr,

Adr. Télégr. COUPURES PARIS
TELEPHONE 101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1899

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUTS SUJETS & PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT
Mettre d'urgence les commandes de coupures de journaux et de revues à l'adresse suivante :
« L'E. C. P. PARIS » - Voir au verso
30, Rue de Pronville, PARIS

TARIF : 0 fr
Tarif réduit, paiement d'avance, sans perte de temps limité.

Les Convulsions Balkaniques

L'ACTIVITÉ MILITAIRE

Concentration Bulgare?

Belgrade, 14 octobre. — Le bruit court que d'après des informations arrivées télégraphiquement, des ordres ont été donnés pour la mobilisation de toute l'armée bulgare et sa concentration vers la frontière turque.
[Cette nouvelle, publiée par un journal du matin, vient de Belgrade... La nouvelle présenterait plus de garantie d'authenticité si elle venait de Sofia ou de Vienne.]

La guerre en Macédoine

Constantinople, 14 octobre. — On apprend de source sûre que les bandes bulgares vont commencer en Macédoine leurs opérations. Les Bulgares ont adopté un système entièrement nouveau pour l'organisation de ces bandes. On attend très prochainement la reprise de ce genre de combats.

Des papiers compromettants, qui viennent d'être saisis, confirment ces informations.
D'autre part, on déclare que les distributions continuent et que la Bulgarie a pris ses mesures pour mobiliser en Macédoine les bandes dispersées et en former une division complète en cas de guerre.

Les armements de la Turquie

Berlin, 14 octobre. — On télégraphie de Constantinople au Berliner Lokal Anzeiger que 118 wagons, contenant des canons à tir rapide et des munitions, sont partis pour Andrinople ; ils sont partis pour Salonique. Le transport des munitions continue.

De Constantinople également on télégraphie au Berliner Tageblatt que, dans l'intérêt de la mobilisation, un nouveau commandement général réunissant les deux corps d'armée de la frontière en une seule armée vient d'être créé à Andrinople.

La nouvelle organisation a pour but d'assurer l'unité de marche stratégique.
Le bruit court que Fuad pacha, qui est très aimé des soldats, prendrait le commandement de la nouvelle armée.

Un autre télégramme dit :
« Des nouvelles de Bulgarie et particulièrement de Philippopolis se dégrade l'impression que les Bulgares poussent à la guerre parce que les armements turcs les inquiètent. On se familiarise ici avec l'idée d'une guerre, mais on voudrait la différer jusqu'au printemps. »

Constantinople, 14 octobre. — Un bateau de guerre turc est sorti hier pour faire des exercices de tir dans la mer de Marmara.
Le commandant déclare que les artilleurs sont très habiles et que les pièces sont de première qualité.

La Serbie se prépare

Belgrade, 14 octobre. — Le crédit extraordinaire de 10 millions de dinars que le ministre de la guerre a demandé à la Skoupchtina sera employé à compléter l'équipement et le ravitaillement de l'armée, à acheter des costumes de fusil et 50 millions de cartouches. Les réservistes convoqués pour les manœuvres sont renvoyés et remplacés par de nouveaux réservistes, qui ont été convoqués le 6 octobre.

La guerre et le Monténégro

Cettigne, 14 octobre. — La Skoupchtina monténégrine a accepté une résolution demandant unanimement la guerre, mais laissant cependant au gouvernement les mains libres, dans ces moments critiques, pour agir selon les exigences de l'honneur du Monténégro et les intérêts de la nation serbe.

Cettigne, 14 octobre. — La nouvelle qu'une grande quantité de troues a été découverte, avec des canons, marchent sur Cattaro produit ici une énorme sensation. Le gouvernement a protesté contre les concentrations de troupes opérées près de Spitz et contre l'arrivée de torpilleurs dans les eaux de cette ville. Les troupes furent rappelées et les torpilleurs réparèrent.

De tout le pays arrivent des nouvelles montrant l'enthousiasme des populations pour la guerre.
De différents côtés le gouvernement a reçu de volontaires l'offre de s'équiper à leurs frais. Une partie des troupes et tous

les officiers supérieurs de l'armée sont arrivés à Cettigne.

Elections ajournées

Sofia, 14 octobre. — Hier a paru un oukase qui remet au mois de novembre, en raison de la convocation des réservistes, les élections complémentaires du Sobranie fixées au 18 octobre.

L'agitation en Croatie

Vienne, 14 octobre. — Un télégramme d'Agram fait savoir que pendant ces derniers jours 26 arrestations ont été opérées pour propagande panserbe à Glina, Dubitza et Virginost, en Croatie. Les détenus, instituteurs, peuples et commerçants ont été emprisonnés à Agram.

La Serbie sous les Armes

Hostilités différées

Belgrade, 14 octobre. — On affirme qu'un acte d'hostilité ne sera commencé avant la réunion de la conférence.

M. Milovanovitch, ministre des affaires étrangères, sera à Paris lundi. Il va entretenir les chancelleries européennes des compensations que la Serbie attend.

La Serbie réclamera l'autonomie de la Bosnie, subégalement peut-être une bande de territoire. Si elle n'obtient rien, des bandes seraient déchaînées en Bosnie par la Serbie, dans l'Herzégovine par le Monténégro.

Père et fils

Vienne, 14 octobre. — La « Correspondance slave du Sud » mande de Belgrade que les derniers événements ont amené un différend très sérieux entre le roi Pierre et le prince héritier Georges. Le roi est complètement brisé par les événements des derniers temps ; il est certainement faux qu'il veuille renoncer volontairement à la couronne. Il se joue en ce moment un drame muet entre le père et le fils pour la couronne.

Ce que dit le prince héritier

Le correspondant du « New York Herald » à Sofia a obtenu du prince Georges, héritier de Serbie, les déclarations suivantes :

« La situation est des plus sérieuses. Elle rappelle celle de l'Italie en 1858 et en 1859. Nous avons à combattre le même adversaire. On dit que nous poussons des cris ; mais notre cœur saigne à voir et l'on voudrait que nous gardions le silence ! »

« Notre souverain rappelle à l'Europe l'existence de notre nation et, avant tout, il attire son attention sur ce fait que la Bosnie et l'Herzégovine sont deux pays « peu-« piés » de nos frères. »

« Nous croyons que l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie, maintenant d'accord, ne permettront pas un tel acte d'injustice contre les droits de l'humanité. »

La Bulgarie ne reculera pas

Résolutions énergiques

On confirme de Sofia au Matin que les ministres sont unanimement à prendre d'urgence les mesures les plus énergiques. Ils sont au courant des préparatifs turcs et ils ne veulent pas se laisser devancer.

Ce qui ajoute à l'irritation, c'est l'envoi de l'escadre anglaise de Malte aux Dardanelles, sous le commandement en second du prince Louis de Battenberg.

On redoute par-dessus tout une démonstration de l'escadre à Bourgas ou à Varna, mais si l'escadre franchissait les Dardanelles, même avec le consentement des Jeunes-Turcs, ce serait une violation des traités de Paris de 1856 et de Londres de 1871 autrement grave que la violation des traités de Berlin de 1878, tant de fois modifiés par les événements.

En tout cas, le gouvernement bulgare est décidé à ne reculer devant aucune menace, car une perte de temps aurait pour première conséquence une crise dynastique immédiatement suivie d'une crise anarchique.

Le maintien de la paix dépend de la modération des Jeunes-Turcs, si l'Angleterre veut les bien conseiller ; il ne dépend plus de la Bulgarie, qui est acculée aux résolutions immédiates et énergiques.

Les légations de France, de Russie et d'Angleterre ont exposé très clairement la situation. Il est inutile et même funeste de

chercher à intimider la Bulgarie ; elle ne peut plus faire un pas en arrière.

Importantes déclarations

A tous les journalistes qui sont venus hier l'interroger, M. Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris, a répondu en ces termes :

« Il est certain que l'attente ne peut pas se prolonger ; elle émeut notre peuple, elle surexcite les passions, elle arrête la vie économique. Il faut que la situation devienne franche et claire. L'indépendance de la Bulgarie est chose faite, elle doit être acceptée par la Turquie, et aussitôt que possible. »

De son côté, le comité Jeune-Turc fait dire qu'il n'acceptera pas de reconnaître l'indépendance bulgare, tant que le congrès ne se sera pas prononcé sur ce changement au traité de Berlin.

D'ailleurs la Turquie est prête, archiprête et elle se sent plus forte que la Bulgarie.

Opinion du général Von der Goltz

Berlin, 14 octobre. — Le Tag publie un article du général Von der Goltz, dans lequel l'auteur évalue militairement de l'armée turque et juge la situation militaire entre la Turquie et la Bulgarie.

Il estime que sous l'ancien régime turc un premier succès bulgare près d'Andrinople aurait probablement entraîné une paix favorable à la Bulgarie, par crainte de troubles intérieurs turcs. Ce premier succès bulgare est d'ailleurs chose possible.

Mais la situation s'est modifiée, non pas que dans l'espace de deux mois l'armée turque ait été complètement rejuvenie, mais un nouveau facteur décisif est entré en ligne de compte : les Bulgares pourraient aujourd'hui, dans une marche victorieuse en avant, parvenir jusqu'aux lignes de Tschataldja, occuper même les hauteurs qui dominent Constantinople. Le nouveau gouvernement ne songerait pas pour cela à conclure la paix, et il aurait, ce faisant, tout le peuple ottoman derrière lui.

Il y a même tout lieu de croire que la force supérieure ottomane en tarderait pas à faire reculer l'agresseur. Celui-ci, alors même que la campagne aurait commencé par lui être favorable, pourrait bien se voir contraint à une désastreuse retraite.

WILBUR WRIGHT

Wilbur Wright vole tous les jours, de 2 heures à 6 heures et de 8 heures à 11 heures, au Kinéma-Théâtre Gab-Ka du 27, boulevard des Halles.

LA RUSSIE ARME

Dans la mer Noire

(Service spécial de la patrie)
Londres, 14 octobre. — On mande de Saint-Petersbourg au Times que le ministre de la marine et le chef d'état-major de la marine se sont rendus à Sébastopol pour inspecter la flotte de la mer Noire, en prévision de l'ouverture des hostilités par la Bulgarie.

Petersbourg, 14 octobre. — Le gouvernement russe a adressé à la Serbie et au Monténégro une note dans laquelle la Russie s'engage à sauvegarder les intérêts de ces deux pays à la prochaine conférence.

La même note déclare que l'indépendance de ces deux pays n'est en aucun cas en danger. A la petite Bourne des blottiers, rue de la Harpe, on se souvient M. Goussier.



CAVALIERS BULGARES EN RECONNAISSANCE

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No 147B.326-12

M
Adr. Télégraph.
COUPURES PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT. — Nos abonnés, lecteurs, et correspondants, sont priés de nous adresser leurs lettres, publications, etc., en indiquant dans l'Annuaire de la Littérature et de la Poesie (Paris au verso).

Journal : JOURNAL DES DEBATS
Date : 15 OCT. 1913
Adresse : 17, Rue des Prêtres
St-Germain - l'Auxerrois
Signé :

TÖVİSÄM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-139

d'autres conformes aux intérêts réels et à la dignité de la Porte.

Nous sommes heureux de constater que la note officieuse anglaise relève avec insistance l'intention résolue des trois puissances alliées ou amies, la France, la Russie et l'Angleterre, de marcher entièrement d'accord en Orient. Il est bien naturel que, dans des circonstances aussi graves, dans des questions aussi complexes, en présence d'événements se succédant avec une telle rapidité, une entente définitive ne puisse s'établir en quelques jours. Elle est à peu près complète, dit la note. C'est assez pour nous rassurer contre les singulières affirmations mises en circulation tout dernièrement. Il paraît qu'on avait découvert, on ne sait où, le parallélisme des intérêts de l'Allemagne et de la France en Orient, et que cette révélation venait de s'imposer aux deux pays. Si les personnes qui ont fait cette découverte nourrissent des illusions sur sa portée, elles n'ont qu'à lire la *Gazette de Cologne* de ce matin. Le grand journal rhénan accueille, avec une joie bien compréhensible, la grande nouvelle et ajoute : « Il ne semble pas qu'un groupement fixe d'autres puissances se soit déjà formé autour d'un programme fixe. Si cela n'est pas encore fait, il serait à désirer que cela n'arrivât pas à l'avenir. » Ce désir, de la part de la *Gazette de Cologne*, est bien naturel. Est-ce à nous de nous y conformer ? Dans tous les cas, si une marche de ce genre devait être faite, il faut que nos personnes responsables en eussent, après mûres délibérations, pesé toutes les conséquences. Elle mènerait directement, inévitablement, au bouleversement du système politique auquel le président du Conseil et M. Pichon, comme le pays tout entier, sont fermement attachés.

Quand aux événements eux-mêmes, il ne s'en est heureusement pas produit de nouveaux. La Serbie, toujours effervescente, ne s'est livrée à aucun acte irréparable. La Bulgarie accentue son attitude menaçante. Toutefois, il y a une contradiction visible entre les déclarations de ses hommes d'Etat. On répète de tous côtés qu'elle ne peut plus attendre, qu'elle est prête à la guerre, qu'elle ne peut supporter plus longtemps des charges militaires écrasantes. On pourrait en conclure qu'elle va se déclarer satisfaite après la proclamation de son indépendance, puisque la Turquie ne lui a pas déclaré la guerre et se résigne, effectivement, au fait accompli. Au contraire, la Bulgarie arme plus que jamais : elle veut que son indépendance soit reconnue officiellement sans retard, elle parle de la nécessité de créer une Macédoine autonome. Elle met tous ses soins, depuis longtemps, à donner à tous ses voyageurs, à tous les hommes politiques, l'impression qu'elle se trouve acculée à l'obligation de faire quelque chose de grand ou de sombrer dans des convulsions. Le sentiment national bulgare ne serait pas tellement exalté s'il n'était encouragé. Il doit exister des moyens de le calmer.

En Angleterre

LES NÉGOCIATIONS DE LONDRES

Les négociations de Londres continuent activement et l'on assure toujours dans les milieux diplomatiques qu'elles marchent régulièrement vers une entente. M. Isvolski a encore passé la plus grande partie de l'après-midi avec sir Edward Grey et le soir le ministre des affaires étrangères a offert au Foreign Office un dîner en l'honneur de son collègue russe. Les ambassadeurs et hauts fonctionnaires du Foreign Office y étaient invités.

Dans la soirée, la note officieuse suivante a été communiquée aux journaux anglais :

Il serait prématuré d'annoncer qu'un accord définitif est intervenu entre l'Angleterre, la France et la Russie, mais il est certain qu'une entente satisfaisante est à peu près complète. Le centre des négociations est actuellement à Londres, et des pourparlers ont lieu, tous les jours, entre les hommes d'Etat anglais, français et russes pour rechercher une solution à la crise internationale.

Le rôle de la France, en tant qu'alliée de la Russie, consiste à donner son appui pour dissiper toute divergence de vues possible entre sir Ed. Grey et M. Isvolski sur certaines questions de détail.

L'idée directrice des conférences au Foreign-Office est de trouver une compensation convenable pour la Turquie et de rechercher les moyens de régulariser et de légaliser les actes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie, actes qu'on reconnaît devoir être considérés comme des faits accomplis, mais que les puissances ont formellement déclaré être des infractions au traité. Il semble que la seule façon pratique de donner une compensation à la Turquie était de lui donner une indemnité pécuniaire, et il n'est pas impossible que cette indemnité prenne la forme d'un emprunt turc avec garanties.

Une Conférence des puissances signataires du traité de Berlin est généralement reconnue comme ce qu'il y a

LA CRISE ORIENTALE

Les négociations engagées à Londres semblent en bonne voie. D'après un communiqué officieux du Cabinet britannique, le Foreign Office s'est rendu compte qu'il n'était plus possible de limiter la révision du traité de Berlin aux articles visant la Bulgarie et la Bosnie-Herzégovine. Les événements survenus coup sur coup ces jours derniers ne permettent plus aux puissances de borner leur examen à ces deux questions. Sir Edward Grey le reconnaît. Il recherche avec M. Isvolski le moyen de dédommager la Turquie du nouveau sacrifice qu'elle serait appelée à consentir. Les dédommagements ne peuvent pas être de nature territoriale ; mais il n'est pas impossible d'en trouver

Avant d'imprimer...
L'Annuaire de la littérature
Le 13 octobre 1878

Le correspondant parisien du journal anglais déclare que la première condition d'une détente serait un langage moins incorrect de ce ministre en ce qui concerne les obligations créées à son gouvernement par les traités existants. Le baron d'Aehrenthal a dit à Budapest samedi que le protocole secret austro-turc, signé à Berlin le 13 juillet 1878, était infirmé par la convention austro-turque signée à Constantinople le 21 avril 1879. Il a fait aussi la singulière déclaration que dans ce dernier accord « il n'était plus question de l'occupation provisoire de la Bosnie et de l'Herzégovine ».

TOVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-135

de mieux à faire dans la situation actuelle. C'est, en tout cas, la manière de voir de l'Angleterre, de la France et de la Russie, et il y a tout lieu de croire que l'Italie et l'Allemagne y donneront leur assentiment. La manière de voir de l'Angleterre au sujet d'une Conférence s'est quelque peu modifiée. M. Grey n'en était pas partisan, mais il a changé d'avis, à condition toutefois que les débats de la Conférence soient limités aux deux questions de la Bulgarie, d'une part, et de la Bosnie et de l'Herzégovine, d'autre part. Ensuite, la situation s'est encore compliquée par l'affaire de la Grèce et par les appréhensions que cause la situation en Serbie.

Il ne serait pas déraisonnable de penser que la médiation de la Grèce et les efforts que semble faire le gouvernement turc pour prévenir un conflit seront pris en considération, et que sir Ed. Grey n'insistera plus sur les limites qu'il était auparavant aux discussions de la Conférence. On ne saurait cependant affirmer trop nettement que le ministre des affaires étrangères d'Angleterre tient fermement à ce principe que la Conférence doit affirmer d'abord le caractère légal et obligatoire de ses traités et donner une compensation effective à la latitude de l'Angleterre ne porte que sur une augmentation du nombre des questions à discuter, et ce changement a été nécessité par les dernières complications de la situation.

D'autre part une dépêche Havas de Londres dit que sir Edward Grey et M. Isvoiski se seraient mis d'accord sur les formules destinées à donner pleine satisfaction à l'Autriche-Hongrie, à la Bulgarie, à la Grèce et au Montenegro, avec des compensations, et des garanties pour la Turquie : le retour du sandjak de Novi-Bazar à la Turquie serait considéré comme une compensation suffisante pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine; la Bulgarie donnerait une compensation financière qui lui serait facilitée par l'aide des puissances; les demandes des Grecs seraient soumises aux quatre puissances garantes, lesquelles seraient chargées de préparer un projet de solution équitable; le Montenegro recevrait des satisfactions sur la mer Adriatique; des garanties et des appuis financiers seraient fournis à la Turquie; enfin on trouverait probablement des moyens de récompenser la Serbie si elle restait calme.

LE « TIMES » ET LE BARON D'AEHRENTHAL
Le Times, dans son numéro du 13 octobre, prend énergiquement position contre le baron d'Aehrenthal. Le correspondant parisien du journal anglais déclare que la première condition d'une détente serait un langage moins incorrect de ce ministre en ce qui concerne les obligations créées à son gouvernement par les traités existants. Le baron d'Aehrenthal a dit à Budapest samedi que le protocole secret austro-turc, signé à Berlin le 13 juillet 1878, était infirmé par la convention austro-turque signée à Constantinople le 21 avril 1879. Il a fait aussi la singulière déclaration que dans ce dernier accord « il n'était plus question de l'occupation provisoire de la Bosnie et de l'Herzégovine ».

Quelle peut être, demande le collaborateur du Times, l'explication de ce propos inexact? Le préambule à la convention du 21 avril 1879 commence ainsi :
Les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie s'étant réservé de s'entendre sur les détails de l'occupation stipulée par l'article 23 du traité de Berlin, et le fait de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine ne portant pas atteinte aux droits de souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan sur ces provinces.

Si ce n'est pas là un enlèvement du protocole secret du 13 juillet 1878, il n'est au monde aucun acte diplomatique liant les parties contractantes, et le traité de Berlin, dont le protocole secret austro-turc était la clé de voûte, tombe en ruines.

Le 13 juillet 1878, les plénipotentiaires du Congrès s'assemblaient pour la signature du traité de Berlin. Tous les représentants des puissances signèrent, sauf ceux d'Autriche-Hongrie et de Turquie. On n'ignorait point, dans l'illustre assemblée, la cause de leur retard. On savait bien que si la Turquie et l'Autriche-Hongrie n'arrivaient point à s'entendre sur l'occupation provisoire des provinces, les Turcs quitteraient Berlin sans signer le traité. Enfin, les plénipotentiaires des deux puissances arrivèrent : on crut lire dans leurs yeux qu'ils avaient fini par s'entendre. « Il était réservé à l'un des épigones du comte Andrassy, conclut le Times, du baron Haymerle et du comte Karolyi, de déchirer et de fouler aux pieds l'important résultat de ces négociations, le protocole du 13 juillet 1878, le plus solennel pacte européen des trente dernières années : le traité de Berlin. »

Commentaire vigoureusement, dans un de ses éditoriaux, la vigoureuse lettre de son correspondant de Paris, le Times écrit non moins catégoriquement :

La Convention du 21 avril 1879 déclare, dans sa première phrase, que l'Autriche et la Turquie ont nommé leurs plénipotentiaires, « s'étant réservé le droit d'arriver à une entente concernant les détails de l'occupation stipulée par l'article XXV du traité de Berlin et le fait de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine ne portant pas atteinte aux droits de souveraineté de S. M. le Sultan sur ces provinces. »

Bien loin d'infirmar la garantie, comme prétendent le baron d'Aehrenthal et son organe officiel, ce document formule expressément à nouveau la garantie. Après ce spectacle, tous désarçons et machivisme de Vienne seraient superflus. Le grand Florentin est rallié et se recour à des erreurs que l'on devrille sur-le-champ.

L'Allemagne
L'ATTITUDE ALLEMANDE

La Gazette de Berlin prétend savoir de source sûre que M. de Szoegonyi-Marich, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, confèrera cet après-midi avec le prince de Bismarck, puis ira passer quelque temps en Autriche.

La Gazette de Berlin voit dans ce départ, le symptôme d'un apaisement dans la situation actuelle. D'autre part, l'agence Havas reçoit, de Berlin, la note suivante, d'allure évidemment officieuse.

On déclare ici de source autorisée qu'il est prématuré de parler déjà du programme de la Conférence. L'union des puissances ne s'est d'ailleurs pas encore faite sur le principe même de la réunion de la Conférence. Il faut avant tout attendre le résultat des entretiens de Londres, et il faut aussi que l'Allemagne sache si l'Autriche-Hongrie prendra part au Congrès.

Or à l'heure actuelle, ces deux points ne sont pas encore éclaircis. Si l'on peut dire quelque chose sur le point de vue de l'Allemagne, c'est qu'on ne peut désirer l'unanimité des puissances sur la question de convocation du Congrès; elle estime en outre, qu'avant la réunion du Congrès, les divers points de son programme devront avoir été fixés au moyen d'une entente entre les Cabinets.

La similitude de vues qui selon certains organes français, a pu être constatée entre Paris et Berlin, ne peut

que contribuer à faciliter cette unanimité des puissances à laquelle tient le gouvernement allemand.

Enfin, comme suite à la nouvelle donnée par un journal de Paris et d'après laquelle l'échange de vues entre le secrétaire d'Etat, M. de Schoen, et M. Cambon démontrerait que l'Allemagne et la France jugeaient, en principe, les récents événements d'Orient d'après les mêmes points de vue, et qu'une action uniforme des puissances ne semblait plus être exclue, la Gazette de Cologne écrit :

On pourrait se réjouir sincèrement si cette communication était pleinement confirmée. Cela semblerait, pour ce qui concerne la France et l'Allemagne, absolument possible, puisque, en réalité, ces deux puissances n'ont point en Orient d'intérêts opposés. Si aucune arrière-pensée, si aucune considération accessoire ne devaient rendre plus difficile l'entente au sujet de la politique en Orient, il serait naturel que les Allemands et les Français poursuivissent les mêmes buts. Personne encore ne peut voir si, dans la discussion des questions orientales, la France et l'Allemagne marcheront de concert.

Dans le cas où une telle éventualité ne se serait pas encore réalisée, il serait à désirer, pour l'aventir, qu'un tour du programme proposé, ne vint pas se former un groupe compact d'autres puissances, car ce serait provoquer la formation d'autres groupements opposés au premier. Même l'apparition d'un groupement très puissant, entraînant avec lui la majorité, serait peut-être pour arriver plus rapidement à une solution satisfaisante.

En Autriche-Hongrie
UN DISCOURS DU PRINCE LICHTENSTEIN

Le parti socialiste-chrétien d'Autriche réclamait depuis longtemps l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Un des chefs de ce groupe, le prince Aloys Liechtenstein, vient de prononcer un discours sur la politique extérieure, où il a apprécié l'événement récent. Il constate que plus de cinq millions de Slaves du Sud sont actuellement unis sous le sceptre des Habsbourg. Ceux qui restent en Serbie et au Montenegro sont à peine 2,800,000 : Le centre de gravité, a conclu le prince, autour duquel l'unité slave du Sud se cristallisera, réside en Autriche et non pas en Serbie ou au Montenegro, depuis que, en vertu de la loi de gravitation, le plus grand attire le plus petit et non vice versa.

UN PORTRAIT DU BARON D'AEHRENTHAL

La Nouvelle presse libre du 11 octobre publie un « portrait » de M. d'Aehrenthal auquel nous empruntons les lignes suivantes :

Ce ministre, dit le journal officieux, a une « idée personnelle ». Cette idée est si simple qu'elle en est étonnante. Il croit à la grande puissance de la monarchie. Il était habitué à entendre dire de l'Autriche-Hongrie qu'elle était une nécessité pour l'Europe; aujourd'hui qu'elle est en passant à un empire de 50 millions d'habitants. Nous avions un but pour l'Europe, mais nous n'en avions pas pour nous. Un président de la Chambre des Députés conseillait à la France de se tenir près parce que notre démembrement était imminent! Mais le baron d'Aehrenthal avait dans l'idée que l'Autriche était puissante et riche et qu'elle avait la force de se remuer. La diplomatie de ce ministre a encore quelque chose de particulier. Elle ne se sentira nullement gênée au Congrès. Comme l'Autriche-Hongrie n'a besoin de rien, elle se montrera utile à ses amis et redoutable à ses ennemis. Elle a seulement à donner et rien à demander.

En Turquie
UNE DÉMARCHE DU MINISTRE DE GRÈCE

M. Grynparis, ministre de Grèce à Constantinople, a déclaré hier, au grand vizir, que la Grèce n'approuvait pas le mouvement crétois.

Le grand vizir a remercié le ministre de cette déclaration.

LES MANIFESTATIONS

Une réunion de plusieurs milliers de personnes a eu lieu hier sur la place de la Mosquée du Sultan Ahmet, à Stamboul. Cinq orateurs, deux Turcs, un Arménien, un Grec et un juif, ont blâmé en termes énergiques la conduite de l'Autriche et surtout celle de la Bulgarie.

De nombreux Serbes et Monténégrins étaient présents. Toute l'estrade était décorée de drapeaux turcs, grecs, monténégrins et serbes. Un groupe précédé de drapeaux turcs et anglais a été très acclamé. A l'issue de la réunion, un cortège s'est formé, bannière en tête, et a parcouru les rues en acclamant les puissances amies. Des télégrammes de gratitude ont été envoyés aux gouvernements français, anglais, italien, russe et allemand.

Les porteurs et les débardeurs de Constantinople et d'autres ports, ayant, comme on le sait, refusé de travailler pour la Compagnie du Lloyd autrichien, on craint que cette Compagnie ne puisse continuer son service.

Un drogman de l'ambassade d'Autriche a fait, hier, de sérieuses représentations à la Porte, et a demandé que le langage de certains journaux à l'égard de l'Autriche fut modifié, faisant valoir qu'il serait mauvais de trop irriter l'Autriche.

En Bulgarie
DÉCLARATIONS DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La Neue Presse de Vienne publie une interview avec le ministre des affaires étrangères de Bulgarie, le général Paprikoff :

« Nous n'attendons pas la guerre, dit le ministre, et nous n'y croyons pas, car elle serait néfaste pour la Turquie, qui le sait; nous sommes convaincus que la Turquie est gouvernée par des hommes voulant seulement le bien-être de leur pays. A cet égard, les Jeunes-Turcs auront tout notre appui. La Turquie constitutionnelle est seule possible avec une administration autonome de ses diverses provinces; une Macédoine avec l'autonomie de l'administration satisfait toutes les aspirations bulgares; cela une fois fait, on pourra admettre en Europe l'entente entre la Turquie et la Bulgarie, laquelle entente posera le fondement d'une paix durable. »

D'autre part, l'agence Havas publie le communiqué officiel suivant, daté de Sofia, le 13 octobre :

Certains correspondants de journaux ont annoncé que la Bulgarie préparerait un ultimatum à la Turquie, par lequel elle menacerait de déclarer la guerre dans le cas où son indépendance ne serait pas reconnue dans un délai de trois jours par la Turquie.

Cette nouvelle, dit-on dans les milieux officiels, est dénuée de fondement. La Bulgarie a toujours été contraire à une guerre avec la Turquie. On est, au contraire, convaincu ici qu'une entente avec la Turquie est possible et qu'elle est imposée par les intérêts mutuels des deux Etats.

L'appel sous les drapeaux de trois nouvelles classes de réservistes est la conséquence du renvoi de celles qui avaient été appelées précédemment.

Cet appel est conforme à l'usage qui veut que tous les réservistes soient appelés pour une période d'exercices. Jusqu'à maintenant pas un seul soldat n'a été dirigé sur la frontière.

En Roumanie
UNE NOTE ROUMAINE AUX PUISSANCES

La Roumanie a envoyé une note circulaire aux puissances, exposant son attitude dans la crise actuelle. Cette note déclare :

Certains journaux ont publié des nouvelles absolument fausses et tendancieuses sur la position de la Roumanie. La rumeur d'une entente militaire entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie est également dénuée de tout fondement. Une telle entente n'existe pas et n'a jamais existé avec l'Autriche-Hongrie ni avec aucune autre puissance. La Roumanie est absolument libre et jugera toujours la situation d'après ses propres intérêts, ne les laissant pas s'écarter de leur véritable portée.

Quant aux questions soulevées par les récents événements, c'est aux puissances qu'il appartient de les régler. La Roumanie n'a pas la paix en danger et ne le fera pas; elle ne mettra aucun obstacle à une solution pacifique des difficultés internationales.

Au Montenegro
La Skoupchtina de Cetigne a voté à l'unanimité un ordre du jour exprimant sa confiance dans le gouvernement et lui laissant entière liberté d'action pour la défense de l'honneur du Montenegro et des intérêts de la cause serbe.

En Serbie
La Skoupchtina a tenu hier la dernière séance de sa session extraordinaire et a voté l'affichage de la résolution qu'elle avait votée la veille. Aujourd'hui commencera la session ordinaire.

Belgrade a été tranquille hier, il n'y a pas eu de meeting. Le gouvernement est du reste résolu à interdire toute nouvelle manifestation.

ADVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP 326-14

N° 2545

Adr. Télégrap.
COUPURES PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT
Nous attirons l'attention de nos abonnés sur les avantages réservés à ses assurés par la Compagnie d'Assurances sur la vie "LE GRESHAM"
30, Rue de Provence, PARIS = Voir au verso

TARIF : 0

Tarif réduit, pa
d'avance, sans
de temps limité.

Journal : *Le Courrier de la Presse*
Date : OCTOBRE 1908
Adresse : *11 Rue St Guillaume*
Signé :

De nouveau, il y a une question d'Orient. Mais ce n'est pas la réforme macédonienne qui l'aura suscitée; c'est la révolution turque. Cette révolution ne devait être, dans le rêve de ceux qui l'opéraient, qu'un changement politique, une transformation constitutionnelle; elle est devenue une crise nationale, en fournissant, dans le désarroi de l'empire, une occasion opportune aux entreprises des voisins impatientes d'usurper sa souveraineté. C'est, d'un côté, la Bulgarie qui proclame son indépendance; de l'autre, l'Autriche qui s'annexe la Bosnie et l'Herzégovine. La succession des faits a été rapide, autant qu'a été grande la hardiesse de ceux qui les ont précipités. L'empereur d'Autriche accueille, à Budapest, le prince Ferdinand, avec un cérémonial qui semble lui annoncer sa royauté prochaine. Il en est tout autrement, à Constantinople, où le représentant du gouvernement bulgare se plaint de ne pas recevoir les honneurs qui lui seraient dus : le ministre des affaires étrangères, négligeant la Bulgarie comme une principauté vassale, omet d'inviter M. Guechof à son dîner protocolaire du monde diplomatique. La Bulgarie s'irrite. Mais, plus jalouse d'étaler l'offense que de fixer la réparation, elle se hâte d'aggraver la querelle par un attentat : sous un prétexte

inadmissible, elle occupe militairement la ligne des chemins de fer orientaux, malgré le droit des gens, malgré le droit privé. Vainement la Turquie invoque-t-elle, dans sa protestation, le traité de Berlin qui, par son article 21, lui garantit la propriété de ces chemins de fer. La Bulgarie refuse de les lui restituer et même de négocier avec elle. Les remontrances des puissances dont elle avait le mieux éprouvé l'amitié ne l'intimident pas plus que les notes du gouvernement turc. Inutile, le memorandum par lequel la Russie propose de soumettre le différend à l'examen des puissances signataires du traité de Berlin; inutile, le projet de transaction conçu par l'Angleterre. Le 5 octobre, à Tirnovo, la Bulgarie se déclare un Etat indépendant, qui formera un royaume; le prince Ferdinand se couronne du titre de « tsar des Bulgares ». La Bulgarie n'avait pas cessé, depuis 1878, de rompre, un à un, les liens de sa vassalité. Elle s'est habituée à ne pas compter avec l'Europe et à lui forcer la main. Les puissances se réuniront-elles pour défendre contre elle le traité de Berlin, par une conférence? Mais il faudra le défendre également contre l'Autriche, puisque, oublieuse des droits qu'elle avait la fidèle habitude de respecter et insouciante de l'exemple dangereux qu'elle donne, elle déchire ce traité de Berlin dont, malgré des avantages si gratuitement acquis, elle ne veut plus se contenter. Au surplus, les pouvoirs de la Conférence auront-ils une autre efficacité que celle d'une démonstration purement morale? Qui fera la guerre à l'Autriche et à la Bulgarie, pour remettre en vigueur le traité de Berlin? Sera-ce la Turquie toute seule? On ne saurait calculer de pareilles possibilités, à une heure où les secrets de l'affaire, de l'intrigue, sont encore si obscurs. Mais, ce qui reste certain et ce qui nous semble effrayant, c'est la facilité subite avec laquelle se détruit un traité dont personne, la veille, ne demandait la revision. Parmi les puissances signataires, l'Allemagne paraissait particulièrement vouée au soin de surveiller la stricte exécution de ce traité qui porte la griffe de M. de Bismarck. Il semblait qu'après s'être faite la gardienne zélée du droit international, en Afrique, elle pût aspirer à l'être aussi, en Europe. Le traité de Berlin ne vaut-il pas, pour la Turquie, autant que l'Acte d'Algésiras, pour le Maroc?

Auguste BOUCHER.

Journal :
Date :
Adresse :
Signé :

Ann. Important. — Nos abonnés, instituteurs, pasteurs, publicistes, seront inscrits gratuitement dans le **Manuel de la Littérature et de la Poésie** qui paraîtra en novembre 1904 (prix de la copie 200).

Tarif rédu
d'avance,
de temps

ances favorables et que l'occasion a
trouvée toutes prêtes à la saisir. Nul
plus que moi n'a admiré — et soutenu
d'une sympathie sincère et fidèle — ce
long effort d'un nationalisme libre et
concentré, d'une volonté farouche, égoïste,
implacable. La Bulgarie a prodigé son
sang dans les guerres de Macédoine. Elle
portait avec allégresse, car c'était pour
le bon motif, le fardeau de dépenses
militaires sans proportion avec les res-
sources économiques du pays. Toute
frémissante encore de son succès, la
Bulgarie demande qu'on la reconnaisse
au plus tôt. Elle insiste, avec un peu
trop de ferveur et d'indiscrétion. Elle s'é-
rige en créancière et envoie du papier
timbré à l'Europe. Le nouveau roi Fer-
dinand I^{er}, petit-fils de Louis-Philippe et
descendant de Louis XIV, n'aurait-il
rien de son grand-père qu'un mot :
« J'ai failli attendre ? » Ce serait dom-
mage.

Mais, pareillement, ce serait dommage
si la Turquie et l'Europe gardaient ran-
cune à la Bulgarie pour avoir, d'un coup
d'épée, enfoncé une porte qui ne tenait
plus sur ses gonds rouillés, et pour avoir
débordé quelques années, quelques mois,
quelques heures à l'inévitable destin.
Nul ne nous nourrit l'arrière-pensée d'é-
facier les faits accomplis ou de reprendre
à la Bulgarie ce qu'elle a conquis à ses
risques et périls et ce qu'elle a tenu juste
elle avait bien mérité. On peut exiger
qu'elle contribue, par une attitude mesu-
rée, à l'œuvre pacifique où chacun mettra
du sien, mais c'est par l'effet d'une sym-
patie persuasive, qu'il faut lui deman-
der cet effort nécessaire de patience et
de discipline. La Bulgarie veut que l'on
reconnaisse ses droits. Sans doute ; mais
elle a aussi — le jour même de l'indé-
pendance proclamée — contracté des de-
voirs.

Eugène Laurier.

L'apaisement

Toutes les nouvelles prennent un ca-
ractère de plus en plus rassurant, celles
de Sofia surtout, où l'on déclare abso-
lument faux et dénué de tout fondement
le bruit qu'un ultimatum serait envoyé
à la Turquie, le sommet de reconnaitre
dans les trois jours l'indépendance de
la Bulgarie, faute de quoi la guerre lui
serait déclarée.

Cette nouvelle, dit-on, dans les milieux
officiels à Sofia, est dénuée de fondement.
La Bulgarie a toujours été contraire à une
guerre avec la Turquie. On est, au contraire,
convaincu ici qu'une entente avec la Turquie
est possible et qu'elle est imposée par les
intérêts mutuels des deux Etats.

L'appel sous les drapeaux de trois nou-
velles classes de réservistes est la conséquence
du renvoi de celles qui avaient été appelées
précédemment.

Cet appel est conforme à l'usage qui veut
que tous les réservistes soient appelés pour
une période d'exercices. Jusqu'à maintenant
pas un seul soldat a été dirigé sur la fron-
tière.

A Vienne, on considère, après les dé-
bats et les votes de Skouplina, que tout
danger de guerre est écarté.

Cependant on considère que tous les
nuages ne sont pas encore dissipés et que
l'attitude du prince héritier de Serbie
l'agitation en faveur de la formation de
bandes de volontaires destinées à péné-
trer en Bosnie. La reprise des bonnes res-
tations entre la Serbie et le Monténégro,
nécessitent encore des précautions aux-
quelles la Turquie devra participer dans
le sandjak de Novi-Bazar.

La conférence

Dans les milieux officiels allemands,
on dit qu'il est prématuré de parler du
programme de la conférence sur le princi-
pe de laquelle l'accord n'est même pas
encore complet.

Il faut avant tout, dit une dépêche de
Berlin à l'Agence Havas, attendre le ré-
sultat des entretiens de Londres, et il
faut aussi que l'Allemagne sache si l'Au-
triche-Hongrie prendra part au congrès.

Or, à l'heure actuelle, ces deux points ne
sont pas encore éclaircis. Si l'on peut dire
quelques choses sur le point de vue de l'Alle-
magne, c'est, croit-on, qu'elle désire l'unani-
mité des puissances sur la question de convoc-
ation du congrès ; elle estime en outre,
qu'avant la réunion du congrès les divers
points de son programme devront avoir été
fixés au moyen d'une entente entre les cabi-
nets.

La similitude de vues qui, selon certains
organes français, a pu être constatée entre
Paris et Berlin, ne peut que contribuer à fa-
cilitier cette unanimité des puissances à la-
quelle tient le gouvernement allemand.

Berlin, 13 octobre.

On télégraphie de Saint-Petersbourg
au Lokalanzieger :
« M. Isvolsky confèrera le 17 octobre
avec le prince de Billow et M. de Schom-
L'article de la Gazette de l'Allemagne
du Nord a fait une excellente impres-
sion. On espère que la Russie, la France,
l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie mar-
cheront de concert dans la question
d'Orient, et que l'Allemagne approuvera,
lors de la visite de M. Isvolsky, le ré-
sultat des conférences de Londres. »

L'Allemagne soutiendra le point de
vue turc, sans sur la question de la Bos-
nie, et ne commettra aucun acte qui
puisse laisser croire à l'Autriche que
dans l'affaire bosniaque, elle est isolée.
Voilà la vérité. Ceux qui discutent entre
choses des articles officiels les ont com-
pris de travers.

Ce n'est pas une entente sans l'Au-
triche qu'on peut espérer, mais une en-
tente européenne qui portera forcément
sur un programme limité. L'Autriche est
d'ailleurs la conciliation même : une fois
son gain assuré, elle se montrera aussi
ami de l'Empire turc que l'Alle-
magne. — BONNERON.

Les négociations de Londres

Londres, 13 octobre.

Pas de nouvelles sur la tournure que
prennent les négociations qui se pour-
suivent activement entre M. Isvolsky et
sir Edward Grey. M. Isvolsky a encore
passé la plus grande partie de l'après-
midi avec sir Edward Grey et ce soir le
ministre des affaires étrangères a offert
au Foreign Office un dîner en l'honneur
de son collègue russe.

Les ambassadeurs et hauts fonction-
naires du Foreign Office y étaient in-
vités.

Les nouvelles les plus sensationnelles
ont afflué à Londres d'un peu partout
et d'après elles. On a donné à Vienne,
comme fait accompli, l'abdication du
roi de Serbie, ce qui a dément natu-
rellement le chargé d'affaires serbe à Lon-
dres ; il a été aussi beaucoup question
d'un ultimatum de la Bulgarie à la Tur-
quie ; enfin, ce qui a causé la plus
vive inquiétude, on a parlé de l'insubor-

dination de deux régiments kurdes qui
auraient refusé d'obéir au commandant
du 4^e corps d'armée turc sous prétexte
qu'ils ne devaient recevoir d'ordres que
du Sultan. Néanmoins on demeure opti-
miste et on espère toujours que, de l'en-
tente parfaite de M. Isvolsky et de sir
Edward Grey, tous deux entièrement
d'accord avec le gouvernement français,
sortira la paix. — J. GOURNER.

Londres, 13 octobre.

Jusqu'à présent les négociations marchent
régulièrement vers une entente.

Les formules pour donner pleine satis-
faction à l'Autriche-Hongrie, à la Bul-
garie, à la Grèce et au Monténégro, avec
des compensations et des garanties pour
la Turquie sont trouvées.

On comprend qu'il est impossible sans
configuration, de revenir sur les faits
accomplis et on s'efforce d'établir un
moyen honorable et pacifique de régulari-
ser les situations.

Le retour du sandjak de Novi-Bazar à
la Turquie serait considéré comme une
compensation suffisante pour l'annexion
de la Bosnie-Herzégovine.

La Bulgarie donnerait une compensa-
tion financière. Cette opération lui serait
facilitée par l'aide des puissances.

Les demandes de Crétois seraient sou-
mises aux quatre puissances garantes,
lesquelles seraient chargées de préparer
un projet de solution équitable.

Le Monténégro recevrait des satisfac-
tions sur la mer Adriatique.

Des garanties et des appuis financiers
seraient fournis à la Turquie.

On trouverait probablement des moyens
de récompenser la Serbie si elle restait
calme. Mais les violences auxquelles se
livrent les populations serbes indisposent
plutôt les puissances.

On comprend que la Serbie ne soit pas
très satisfaite, mais elle gagnera davan-
tage à rester calme.

Il est nécessaire de constater que, pen-
dant que les négociateurs de Londres
poursuivent leur œuvre pacifique avec
espoir sérieux, arriver à une heureuse
solution, les nouvelles des Balkans res-
sentent inquiétantes. Aujourd'hui, notam-
ment, il est facile de voir que les cercles
diplomatiques paraissent mal impres-
sionnés par les informations reçues sur
la situation et l'état des esprits dans les
Balkans. (Agence Havas.)

L'Allemagne et la France

Cologne, 11 octobre.

Comme suite à la nouvelle donnée par
un journal de Paris, que l'échange de
vues entre le secrétaire d'Etat, M. de
Schaep, et le Comte, démontre que
l'Allemagne et la France jouaient en
principe les récents événements d'Orient
d'après les mêmes points de vue et
une action uniforme des puissances
ne semblait plus être exclue, la Gazette
de Cologne écrit :

On pourrait se réjouir sincèrement, si cette
communication était pleinement confirmée,
et cela semble aussi, pour ce qui regarde la
France et l'Allemagne, absolument possible,
puisque en réalité ces deux puissances n'ont
point en Orient d'intérêts opposés. Si aucun
arrière-pensée, si aucune considération ac-
cessoire ne devait rendre plus difficile l'en-
tente au sujet de la politique en Orient, il
serait naturel que les Allemands et les Fran-
çais poursuivaient les mêmes buts. Personne
encore ne peut voir si dans le traitement des
questions orientales la France et l'Allemagne
marcheront de concert.

Si cet accord n'est pas encore arrivé, il serait
désirable qu'il n'arrivât pas à l'aventure qu'un
programme déjà existant soit formé un
groupement solide d'autres puissances, at-
tendu que par cela il se formerait d'autres
groupes contraires. L'événement même d'un
groupe très fort de majorité ne servirait
guère à hâter le résultat final satisfaisant,
tant qu'il est en voie d'être atteint.

La Bulgarie et la Turquie

Vienne, 13 octobre.

Dans une interview avec un rédacteur
de la Neue Freie Presse, le général Pa-
prikov, ministre des affaires étrangères
de Bulgarie, a dit qu'il ne croyait pas à
la guerre qui, du reste, serait néfaste
pour la Turquie.

Le général a ajouté que le gouverne-
ment constitutionnel n'est possible en
Turquie que si une administration auto-
nome est donnée à ses provinces. Une
Macédoine, avec une administration au-
tonome, donnerait satisfaction aux aspi-
rations bulgares et alors régnerait entre
la Turquie et la Bulgarie une entente
qui ferait l'admiration de l'Europe et
assurerait une paix durable.

En Serbie

La Skouplina a tenu hier la dernière
séance de sa session extraordinaire et a
voté l'attachage de la résolution qu'elle
avait votée la veille.

Aujourd'hui commencera la session
ordinaire. Belgrade a été tranquille hier, il n'y a
eu de part et d'autre que le mouvement est
du reste résolu à interdire toute nou-
velle manifestation.

Le prince Georges et la Crète

Athènes, 13 octobre.

La Chambre crétoise a adressé le télé-
gramme suivant à S. A. le prince Georges
de Grèce, en souvenir des services ren-
dus à la Crète pendant qu'il exerçait les
fonctions de gouverneur avant M. Zaimis :

Prince Georges,

A ce moment solennel où la Chambre des
Crétois proclame son union à la mère patrie,
les membres de la majorité proclament vos
nobles et enthousiastes efforts patriotiques
pendant votre séjour en Crète. Nous
vous exprimons l'admiration et notre profonde
reconnaissance et notre dévouement à la per-
sonne de votre Altesse Royale.

MICHELIDAKIS.

Nouvelles diverses

A l'exemple de l'Angleterre, de la
France et de la Russie, l'Italie a donné
des conseils de modération à la Grèce.

M. Grypanis, ministre de Grèce à Con-
stantinople, a déclaré au grand vizir que
le gouvernement n'approuvait pas le
mouvement crétois.

La Bulgarie a l'intention de ne plus
appliquer les capitulations en raison de
sa séparation de l'Empire ottoman.

Les élections complémentaires pour la
Sobranie sont ajournées au mois de no-
vembre en Bulgarie en raison de la convoca-
tion des réservistes.

M. Milanovitch, ministre des affaires
étrangères de Serbie, doit partir samedi
pour Rome, d'où il se rendra probable-
ment à Pétersbourg.

M. Bérard, le nouveau ministre d'Italie
à Belgrade, où il remplace le marquis

LA CRISE ORIENTALE

Aux Serbes et aux Bulgares

On nous annonce tous les jours que les
Balkans vont prendre feu, et que ce sera
la faute des Serbes ou des Bulgares.
D'autres personnes, il est vrai, font il des
menaces qui grondent à Belgrade ou à
Sofia. Et il me semble que l'on traite ces
deux petits peuples avec trop de rudesse
ou trop d'ironie.

L'Europe espère que l'un et l'autre se-
ront sages ; mais leur colère ou leur ar-
dent ne manquent pas de noblesse.
« Que pourrait, dit-on avec un impru-
dent et injuste dédain, la petite Serbie
contre la puissante Autriche ? » Rien,
sans doute, que de se faire battre. Mais,
du moins, la Serbie aurait déchaîné la
guerre ; et de plus grands qu'elle y pour-
raient être entraînés malgré eux et
en patrie. Il ne faut donc pas l'exciter
et l'irriter par des propos également
dénués de bienveillance et d'équité.
Les plus faibles sont capables d'héroï-
sme ou de folie. On ne sait jamais
ce que l'on doit redouter d'une inspi-
ration du point d'honneur. En somme,
voici huit jours passés depuis que les
Serbes tiennent en leurs mains la paix
ou la guerre. Sachons leur en être sin-
cièrement, d'avoir maintenu la paix et
d'épargner un spectateur trop spirituel
quelques écolassiers.

Ce ne serait pas la première fois que
la Serbie aurait pris les armes malgré la
raison. On oublie, quand on parle de la
faiblesse des Serbes, qu'ils n'ont pas eu
les occasions de gaspiller leur énergie.
Le peuple serbe est le premier, dans la
péninsule, qui ait secouru le jour d'ou-
man dès le début du dix-neuvième siècle.
Il n'était pas encore question d'indépen-
dance hellénique ou d'indépendance bul-
gare, quand les exploits d'un Karageorge
ou d'un Milosch ont donné l'exemple.
Un peuple qui a combattu sous deux
chefs de cette trempe a payé son tribut
à la liberté ; et ceux-là qui le mécon-
naissent avouent tout simplement leur
ignorance. En tout cas, ce n'est pas
nous, qui avons vu surgir des nations
nouvelles, jeunes et débordantes de sève
économique ; ce n'est pas à nous, Fran-
çais, de rabaisser le prestige des ex-
ploits anciens et l'éclat des titres in-
scrits dans l'histoire...

La Bulgarie est une de ces nations
récentes qui ont su profiter de circon-

M.
 Ad. Télégr. COUTES PARIS
 101, 50
 TÉLÉPHONE
 101, 50
 AGENEUR
 Fondé en 1859

Le COURRIER de la PRESSE
 A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
 21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
 POURRONT COUPEURS DE JOURNAUX ET DE RETOURS
 SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal :
 Date : 10 OCT 08
 Adresse : 10, Faubourg Montmartre, PARIS
 Signé :

LE FERMENT BULGARE

TDVISAM
 Kötüphanesi Arşivi
 No 444324

Apparaît-il comme une menace pour la paix européenne?

Quand l'Europe, il y a trente ans, créa la patrie bulgare, elle laissa cette patrie lachée; et faisant, à démonter M. René Pinon dans une remarquable étude, l'Europe rendait aux Bulgares un service involontaire, mais inévitable; c'est elle qui donnait un idéal: réunir dans un seul Etat les tronçons dispersés de la nation; elle leur faisait du patriotisme et de la discipline une nécessité; elle les obligeait à être forts et à s'armer sous peine de ne pas être.

La Bulgarie voulait vivre: elle s'appliqua donc résolument à se créer une armée; à cette œuvre, elle consacra toutes les ressources merveilleuses dont lui permettait de disposer une population composée presque exclusivement de paysans, tous petits propriétaires et animés d'un patriotisme farouche. A l'édification de sa puissance militaire, le Bulgare a apporté sa persévérance de volonté et son sens profond des réalités positives. Le Bulgare, en effet, a du sang mongol dans les veines, et est très éloigné des tendances idéologiques du Slave.

Le Slave, écrit M. Pinon, aime la poésie et les chants; il a l'esprit fin, ingénieux, subtil; il poursuit des rêves mystiques, des utopies sociales; il est individualiste, anarchiste même; le Bulgare est utilitaire et pratique; c'est un paysan et un soldat, apte au gain, dur à la besogne, rude aux autres et à lui-même; très brave, prodigue de son sang, mais peu ménager de celui d'autrui; il est souvent resté grossier, brutal, il a peu d'aplomb aux beaux-arts et peu de goût pour la vie polie des villes; mais, dans un pays où la lutte pour la vie est encore particulièrement âpre, il est bien armé pour y réussir; il a ce que le président Roosevelt appelait « les grandes vertus » dans les guerres: il n'a pas peur de constituer un Etat organisé et puissant.

Grâce à ces « vertus nécessaires », la Bulgarie a pu instituer le service militaire personnel et obligatoire, auquel sont astreints tous ses sujets, de 20 à 46 ans, sans distinction de race ni de religion; tout en ne comptant que quatre millions d'habitants, elle est arrivée ainsi à pouvoir mettre sur pied, en cas de guerre, une armée totale de plus de 300 000 hommes, y compris les troupes de réserve et de territoriale. Ces forces constitueraient neuf corps d'armée, avec neuf régiments d'artillerie à 54 pièces; j'ajoute que la plupart de ces pièces sont des canons à tir rapide, provenant tout récemment du Creusot.

Solennement dirigée par des cadres ardents et vigoureux, l'armée bulgare possède en outre un haut état-major composé d'officiers instruits: les uns sortent de l'Ecole de Sofia, d'autres se sont formés en Allemagne, d'autres enfin ont suivi les cours de notre Ecole de guerre.

Quant aux troupes, elles sont maintenues, par de perpétuelles manœuvres, dans un état d'entraînement remarquable.

On le voit: l'outil est puissamment forgé et bien en main; on comprend que le parti militaire bulgare approuve la tentation de s'en servir...

Il est à croire en effet qu'en cas de conflit avec la Turquie les premiers chocs tout au moins seraient un triomphe pour les Bulgares.

Les Turcs sont d'admirables soldats, mais on sait quel désordre règne dans leur armée, où il n'est pas rare de voir des hommes monter la garde... en caleçon! Armements, cadres, approvisionnements sont insuffisants. Il se confirme en outre que de nouveaux éléments de désorganisation viennent d'être introduits par suite des récents événements politiques.

Enfin, la Turquie, ayant la majeure partie de ses contingents en Asie-Mineure, est condamnée à une mobilisation extrêmement lente; paralysée d'autre part par le manque d'homogénéité de sa loi de recrutement et de ses populations, astreinte en plus à ne pas dégarnir certaines provinces, il est probable qu'en dépit de ses 25 millions d'habitants, elle arriverait difficilement à mettre en ligne, au début des opérations, plus de 300 000 combattants.

Dans ces conditions il semble qu'un certain succès puisse, le cas échéant, être réservé au « raid » brusqué sur Constantinople, dont la perspective glorieuse hante l'état-major bulgare.

Heureusement le tsar Ferdinand est assez sage, assez patient pour savoir comprimer les élans de cette grisette militaire, et le peuple bulgare, malgré son patriotisme enfiévré, « est trop positif pour vouloir une guerre dont il sait le prix et les risques ». Tel est le sens des déclarations faites hier par M. Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris.

Il ne faut pas méconnaître toutefois l'existence, dans le périmètre balkanique, d'un « ferment » guerrier créé par la conscience qu'a prise la jeune nation bulgare de la force militaire très réelle qu'une énergie tenace lui a permis de conquérir.

W. Sérley.

Les intentions bulgares restent pacifiques

En réponse aux bruits alarmistes auxquels avait donné lieu l'appel sous les drapeaux bulgares de trois classes de réservistes, on mande de Sofia, 13 octobre:

Certains journaux allemands ont annoncé que la Bulgarie préparait un ultimatum à la Turquie, par lequel elle menacerait de déclarer la guerre dans le cas où son indépendance ne serait pas reconnue dans un délai de trois jours par la Turquie.

Cette nouvelle, dit-on, dans les milieux officiels, est dénuée de fondement. La Bulgarie a toujours été contraire à une guerre avec la Turquie. On est, au contraire, convaincu ici qu'une entente avec la Turquie est possible et qu'elle est imposée par les intérêts mutuels des deux Etats.

L'appel sous les drapeaux de trois nouvelles classes de réservistes est la conséquence du renvoi de celles qui avaient été appelées précédemment.

Cet appel est conforme à l'usage qui veut que tous les réservistes soient appelés pour une période d'exercices. Jusqu'à maintenant pas un seul soldat n'a été dirigé sur la frontière.

N^o 2539

Ad. T. Télégr. C. O. U. P. R. E. S. S. E. P. A. R. I. S.
 TÉLÉPHONE 101.50
 ARGENSÈUR
 Fondé en 1859

Le COURRIER de la PRESSE
 A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
 21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
 FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
 SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal : 12 OCT. 03
 Adressé : 12 NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES
 Signé

MARCHE DE PARIS
 DE MIDI A TROIS HEURES

Les efforts multipliés par la France, l'Angleterre et la Russie pour empêcher que l'incendie n'éclate dans la péninsule des Balkans, ont été heureux jusqu'à présent, et comme les chances de contagion diminuent à mesure que le temps s'écoule, on peut vraiment maintenant espérer que la Serbie ne se jettera pas dans une lutte insensée contre l'Autriche-Hongrie et que la Bulgarie et la Turquie ne se feront point la guerre.

Les dépêches de Vienne disent qu'à la séance d'hier de la Chambre Serbe la majorité des députés s'est déclarée pour la paix. Il n'y a pas de confirmation officielle de cette nouvelle, mais le gouvernement serbe a envoyé une note au gouvernement autrichien pour expliquer qu'il n'avait pas été pris de mesures militaires contre l'Autriche, et que les sentiments du gouvernement Serbe restaient pacifiques.

L'agitation populaire est cependant encore très vive, et on ignorait ce matin le résultat de la séance secrète de la Chambre, qui a eu lieu hier à Belgrade. Le prince héritier a prononcé un discours belliqueux dans un Meeting d'anciens volontaires.

Les enrôlements ont pris, disent certains télégrammes Anglais, une réelle importance à Belgrade. Par précaution, les Autrichiens ont occupé deux îles de la Drina, frontière Serbo-Bosniaque.

De Londres un communiqué officiel aux journaux dit qu'un échange de vues a eu lieu entre sir Edward Grey et M. Isvolsky, qu'il y a lieu d'espérer que l'on trouvera une solution satisfaisante pour régler les questions en litige. On est convaincu que M. Isvolsky et sir Edward Grey arriveront à s'entendre sur les questions qu'aura à étudier la conférence.

L'accueil fait à M. Isvolsky à Londres a causé une vive satisfaction à Saint-Petersbourg, où cet accueil est considéré comme un témoignage de la cordialité des relations entre l'Angleterre et la Russie dans la crise actuelle.

À Constantinople la population est calme et le gouvernement pacifique. Avant les récents événements, une déclaration de guerre était considérée comme inévitable dans l'éventualité des faits qui se sont produits. Le grand vizir avait, il y a quelques jours, déclaré à un rédacteur d'un journal de Stamboul : « Si la Bulgarie se proclame indépendante, ce sera suffisant pour que la Turquie lui déclare la guerre. » Or, la déclaration d'indépendance est un incident moins important que la proclamation du prince Ferdinand s'octroyant le titre de tsar de tous les Bulgares. Dans le premier cas, c'était le principe seul qui était visé, la constitution d'un état de fait existant déjà ; dans le second, c'est la mainmise, non seulement sur la Bulgarie et la Roumanie, mais aussi sur la Macédoine elle-même.

Malgré cela, l'opinion publique, qui était à la guerre et le ministre des affaires étrangères qui la prévoyait, ont subitement pensé autrement. On accepte l'attitude ministérielle, et Tewfik pachà déclare aujourd'hui ne pas être pessimiste tant que le conflit conservera sa forme actuelle.

On verra plus loin que le ministre de Serbie à Paris a déclaré formellement au gouvernement français que son pays s'était décidé à remettre sa cause aux grandes puissances. A la Skoupchtina, les députés en masse ont accordé au cabinet les 16 millions qu'il demandait pour assurer la défense nationale. La déclaration et le vote ont la même signification, qui est que la Serbie renonce à s'allier à l'Autriche-Hongrie.

La Bourse a marqué par une reprise importante la modification heureuse survenue depuis samedi dans la situation. Une bonne partie de la baisse faite la semaine dernière est dès maintenant effacée.

Le Serbe 4 %, qui restait à 75 55 samedi, a ouvert à 77 40 et finit à 77 90. Le Russe 5 % a regagné une unité à 95 90, le Turc 4 % unifié s'est relevé de 87 15 à 88 50.

L'Extérieure a repris de 93 55 à 94 70. Le Brésilien 1880 finit à 80 50 au lieu de 80 20, et le 4 % Recriston a été demandé jusqu'à 11 40.

Le rente française a ouvert à 93 22 et finit à 95 27, en reprise de 22 centimes.

Les cours les plus élevés de la séance ont été en général cotés dès l'ouverture. Ainsi, le 4 % Russe finit à 84 00, après 83 90, et le 1001 à 83 10, après 83 50. De même, la Banque de Paris a 1-470 après 1-485, le Hartmann à 591 après 598, la Sosnowice à 1-581 après 1-590.

La Maltzof, qui restait normalement à 800 samedi, a été payée aujourd'hui 814.

Le Rio-Tinto est en hausse de 23 fr. à 1-671, après 1-681. La De Beers, déjà rattachée samedi à 318, a progressé à 328. Les mines d'or ont consolidé leur avance, à 108 l'East Rand, 468 la Rand Mines, 60 la Transvaal Land, 118 la Goldfields, 250 la Robinson Gold.

La Tonta à 271, le Rasin de Corinthe à 264, le Cape Copper à 107, sont notablement au-dessus des cours de samedi. Le Platine n'a pas varié à 372. La Bahia est en hausse de 10 fr. à 390.

L'Omnibus à 990, le Thomson-Houston à 658, ont été très fermes, ainsi que la plupart des valeurs un peu actives du parquet.

Le premier exercice des Usines Métallurgiques de la Basse-Loire a compris exceptionnellement dix-huit mois, du 1^{er} janvier 1907 au 30 juin 1908. Le Conseil en a rendu compte le 7 du mois courant aux actionnaires réunis en assemblée générale sous la présidence de M. Jules Bernard.

Le rapport, après un tribut d'hommage à M. Edouard Gondechaux, président et à M. Jules Hueff, administrateur, décédés au cours de l'exercice, a rappelé que l'objet pour lequel la société avait été créée, était, tout en développant la fabrication des aciers de qualité exigés par les constructions navales, d'obtenir économiquement les produits communs nécessaires aux besoins régionaux.

Ce résultat ne pouvait être atteint qu'en substituant, dans la fabrication des produits approximatifs de minerai étranger, par le minerai de la région.

Le conseil s'est donc appliqué à la parfaite reconnaissance du gisement minier de Segré, qui fait partie du bassin normand récemment mis en valeur par les grandes usines du nord.

Les résultats obtenus ont confirmé les prévisions et il a été décidé d'aménager définitivement les mines, de manière à assurer l'alimentation des hauts fourneaux.

Le domaine minier comprend trois concessions : l'Oudon, la Ferrière, le Bois.

La longueur totale des affleurements dans ces trois concessions, s'étend sur un développement de huit kilomètres environ.

Les efforts ont porté sur la mise en valeur des concessions de l'Oudon et de la Ferrière. Le tonnage reconnu à ce jour dans la première de ces concessions, assure, à lui seul, plusieurs années de consommation à l'usine.

A l'usine, pour améliorer et développer les moyens de production, il convenait d'entreprendre l'exécution d'un programme progressif de transformations des divers ateliers.

Une partie seulement de ce programme a pu être réalisée pendant l'exercice écoulé.

Dans le bassin de Briey, à la suite de sondages satisfaisants, le conseil a déposé deux demandes de concession de minerai de fer.

En outre, la mise en valeur et l'extension possible du bassin houiller des Deux-Sèvres offrent un intérêt par son voisinage des usines de la Société, celle-ci a pris une participation dans une société qui s'est créée pour reprendre l'exploitation de la concession de Saint-Laurs. Les résultats obtenus sont déjà satisfaisants.

Les produits de l'exercice pour les Usines Métallurgiques de la Basse-Loire s'élevaient à 2.937.000 francs.

Si l'on déduit de ce chiffre : le loyer des usines et des mines, les frais généraux et les charges sociales, les frais de constitution de la Société, enfin les amortissements de travaux neufs effectués au cours de l'exercice, soit un total de 1.601.000 francs, il reste 1.336.000 fr., dont le conseil a proposé la répartition suivante : dividende de 15 francs aux 48.000 actions, soit 720.000 francs ; réserve légale, 67.000 francs ; tantième au conseil, 105.000 francs ; la Société de Trignac, 163.450 francs ; fonds de prévoyance appartenant exclusivement à la Société de la Basse-Loire, 282.000 francs.

En fait le bénéfice revenant en propre aux actionnaires était de 1.002.000 francs. Il a donné 720.000 francs au dividende et 282.000 francs au fonds de prévoyance.

Quant aux actionnaires de l'ancienne Société de Trignac, ils ont eu, d'abord le loyer de leurs usines, 300.000 francs, conformément aux termes de la convention, puis une part de 163.000 francs, dans les bénéfices nets de la Société nouvelle.

Ces résultats sont très heureux, ils attestent, comme le dit le rapport des commissaires, une gestion prudente et habile et ont été très favorablement accueillis par les actionnaires. — A. MOREAU.

TDV:AM
 Kütlüphanesi Argivi
 No HHP.326-20

Journal : LE 18 OCT 1913
Date :
Adresse : 26 Rue Droixot
Signal :

LA CRISE ORIENTALE

" MIEUX SENSIBLE "

TARIF
Tant par réclame, par
avance, sans
de temps limit

Si le style des bulletins diplomatiques était celui des bulletins médicaux, je résumerais ainsi la dernière journée de la crise orientale : « Mieux sensible ». Je n'ai jamais senti plus profondément combien nos sommes inférieures aux médecins. Ils font mieux notre diagnostic. Tant pis pour le patient ! (C'est le public que je veux dire.)

L'écoulement d'un « Mieux sensible » n'exclut pas l'hypothèse d'une recrudescence, d'un accident impossible à prévoir ; mais, désormais, on peut croire et l'on doit croire à la guérison. Je sais bien ce que l'on raconte : la Turquie pousse tout doucement des renforts et des munitions vers la frontière, les Bulgares ont rappelé des réserves, la Skouptchina serbe a voté des crédits au gouvernement pour la défense nationale. Certes, chacun sur son dessin pacifique en préparant la guerre. Mais d'abord, c'est l'Angleterre qui signifie surtout que l'on manque de confiance les uns dans les autres. Et enfin, ne soyons pas obsédés par l'effervescence balkanique. C'est vers Londres, en ce moment, qu'il faut regarder.

Sir Edward Grey et M. Isvolski négocient avec une égale volonté d'aboutir. On a bien raison de dire que l'Angleterre, quand elle a pris son parti d'une politique, la mène jusqu'au bout. Il est malheureusement arrivé, au moins une fois à ma connaissance, qu'on ait douté de la fidélité du peuple anglais aux ententes conclues. Comme je ne suis pas latin, des travers à l'heure précise, où il fallait s'en défendre, on ne m'apprendra rien sur l'esprit de suite et de la solidité de la politique anglaise. Après la nouvelle maline, la complexité slave trouvera à Londres le ferme appui et le réconfort dont elle a besoin, le tonique d'une pensée claire et d'un esprit droit.

Bien au-dessus des litiges orientaux et de tous les calculs particuliers, l'Angleterre défend l'unité de sa politique. Elle entend fonder la paix de l'Europe sur un système logique conçu ; et elle ne se laisse pas détourner de ce plan grandiose par des incidents secondaires, ni par des passages de défiance ou d'hostilité. Elle est plus grand et plus haut. Un de mes confrères disait jadis — d'un mot emprunté au langage des ingénieurs — que la crise marocaine fut, pour l'entente franco-anglaise, un « essai de résistance ». L'entente anglo-russe subit à présent cette épreuve de mécanique ; à son tour, elle en sortira fortifiée.

On ne peut douter que le roi Edouard VII et ses ministres donnent des marques éclatantes du parfait désintéressement de l'Angleterre. Il reste à fixer le détail de la procédure pour étouffer cette crise à la satisfaction de plus grand nombre, sinon de tous. Mais, quand le but est certain, les moyens ne se dérobent pas.

A dater du jour où il a mis le pied sur le sol anglais, M. Isvolski est à coup sûr un collaborateur sûr et résolu de l'entente qui se prépare. C'est l'intérêt de la Russie, et c'est aussi le sien. On ne peut pas souhaiter de garanties meilleures. Dès lors que la Russie avait pris l'habitude de tout laisser faire sans sa permission dans la péninsule balkanique et depuis qu'elle avait démissionné entre les mains de l'Autriche pour courir les aventures en Extrême-Orient, elle ne doit pas s'étonner qu'on ait envahi sa place un peu plus largement qu'elle ne l'avait cédé.

Le récent épisode de la crise orientale est le terme logique, l'aboutissement fatal d'une politique dont la France et la Russie ont payé l'erreur. Une après l'autre. Aux mêmes maux les mêmes remèdes. Quand il quittera Londres, M. Isvolski connaîtra toute la valeur de l'amitié anglaise. Nous pouvons attendre avec une ferme confiance ce qui s'élabore entre nos alliés et nos amis. Les autres puissances, quand elles verront que c'est une œuvre de paix, ne refuseront pas d'y collaborer.

Eugène Lautier.

Les négociations de Londres

Londres, 12 octobre.

M. Isvolski a passé l'après-midi au Foreign-Office en conférence avec sir Edward Grey. Dans la matinée il avait rendu visite à plusieurs ambassadeurs. On ne sait toujours rien des conversations et des échanges de vues qui se continuent soit au Foreign-Office, soit dans les ambassades.

Le fait le plus important de la journée, c'est la déclaration de M. Asquith à la Chambre des communes.

Le premier ministre, répondant à une question, a dit que pour que les traités puissent conserver de la valeur, l'Angleterre se refuse à reconnaître des changements apportés à un traité par un quelconque des Etats participants sans le consentement des autres.

Les puissances, et-t-elles, doivent étudier les événements d'Orient afin de trouver une solution qui respecte comme il convient les intérêts de la Turquie et ceux de tout autre Etat auquel les récentes modifications ont pu être préjudiciables. Nous espérons, et nous sommes convaincus que l'on obtiendra cette solution, et nous nous emploierons à aider à ce qu'elle soit à la fois pacifique et équitable.

Aucun arrangement décisif n'a encore été pris en vue d'une conférence, mais la question de savoir comment on pourra arriver à un règlement, et ce qui doit être compris dans ce règlement est actuellement en discussion.

En attendant, nous espérons que ceux qui naturellement se sentent liés ne précipiteront pas une crise en se livrant à des actes

irréfléchis, et qu'ils continueront à faire preuve de la modération et de la réserve dont ils ont fait preuve jusqu'à présent, en comptant sur le désir général que l'on a, croyons-nous, de traiter leurs intérêts avec la considération qu'ils méritent.

A la Chambre des lords, répondant au marquis de Lansdowne, lord Fitzmaurice répéta la déclaration faite par M. Asquith à la Chambre des communes en ajoutant que le gouvernement était heureux de constater que, dans une affaire aussi grave, il avait la confiance non seulement de ses partisans habituels, mais de toute la nation.

Bien que l'on ait eu toujours un secret impénétrable sur les discussions qui ont lieu au Foreign Office entre les deux ministres des affaires étrangères. J'ai pu obtenir ce soir, d'un diplomate qui est au courant de la situation, quelques impressions que je crois utiles de vous transmettre. On espère toujours trouver un terrain d'entente, la conversation porte non seulement sur les questions relatives à la violation du traité de Berlin, mais aussi sur d'autres.

Dans ma dépêche de samedi, je vous disais que l'on causait ici de l'Orient et aussi de l'Asie. Je puis confirmer ce point de cette information. On discute d'une sorte les modalités et les formes qu'il est indispensable de trouver pour assurer la réunion d'une conférence chargée de reconstruire l'infortuné traité dont il ne reste pas grand chose actuellement. Dans cette conférence, on ne parle que des provinces bosniaques, de l'indépendance bulgare et des compensations à accorder à la Turquie.

A côté de ce sujet nettement délimité, l'Angleterre et la Russie s'entretiennent d'autre part d'une question parallèle, mais non connexe, celle des Dardanelles, et sir Edward Grey a entendu hier les propositions que M. Isvolski avait à lui faire à cet égard, propositions dont il a déjà parlé à Paris.

Quant aux puissances balkaniques, mon interlocuteur ne semblait pas croire que l'on voudrait s'en occuper encore. Il n'y aurait pourtant pas grande difficulté, m'assure-t-on, à donner satisfaction au Monténégro, puisque les occasions ne lui demandent la principauté ne peuvent lui être accordées que par l'Autriche, et que celle-ci paraît bien disposée à l'égard du beau-père du roi d'Italie. En ce qui concerne les Serbes, un autre diplomate me faisait comprendre aujourd'hui qu'il ne serait pas impossible que les puissances se missent d'accord avec la Turquie et l'Autriche pour accorder au Monténégro et aux Serbes tout au moins une splendeur d'influence dans le sandjag de Novi-Bazar. Ce serait du reste la meilleure preuve que l'Autriche pourrait donner de sa bonne foi, et l'on croit encore, il n'y a rien de plus sûr, que son intention n'est plus de continuer sa marche vers le sud dans la direction de Salonique.

Bref, on cause de toutes ces questions, et rien n'est encore décidé et rien ne sera, tant que la Russie et l'Angleterre n'auront pas trouvé la formule capable de satisfaire l'amour-propre des Turcs et l'amour-propre de l'Autriche-Hongrie qui persiste à ne pas vouloir que le moindre reproche lui soit adressé par les grandes puissances, sous quelque forme que ce soit, relativement à sa violation du traité de Berlin. Elle sait du reste que personne ne saurait la forcer d'accepter un petit sermon des autres signalaires dudit traité. — J. COUVREUR.

La triple entente

L'Agence Havas nous communique la dépêche suivante :

Londres, 12 octobre.

Depuis samedi, les négociations auxquelles l'arrivée de M. Isvolski ont donné lieu, se sont poursuivies avec une grande activité. Il est permis de croire que les bases d'une entente, acceptable pour tous les intéressés, humiliante pour aucun d'eux ont été établies. Actuellement, sir Edward Grey communique au Conseil des ministres le résultat de ses conversations avec M. Isvolski et il ne semble exister nul doute que les grandes lignes de l'entente ainsi préparées soient acceptées par le cabinet anglais en entente.

Ces négociations se sont poursuivies avec un triple but, ayant en vue :

- 1° d'affirmer le principe d'une puissance ayant signé un traité n'a pas le droit de le rompre en tout ou en partie, sans une nouvelle entente avec toutes les puissances signataires ;
- 2° de manifester dans les circonstances actuelles l'approbation et la sympathie de la triple entente envers le régime libéral récemment inauguré en Turquie ;
- 3° de maintenir la paix par des solutions équitables, honorables.

Voilà les trois principes qui ont guidé les négociations à Londres.

Mais une autre préoccupation intéressante spécialement les trois puissances domine les négociations : celle de maintenir et même de consolider la triple entente.

Jusqu'à présent ce but a été complètement atteint. Tout fait espérer qu'il en sera ainsi pendant toute la durée de la crise actuelle.

La volonté des trois puissances sur ce point semble très ferme. Tous les effets pour desserrer les liens de la triple entente sont évidemment destinés à échouer. Telle est l'impression actuelle.

Comme preuve de cette entente, les ambassadeurs à Constantinople de la France, de l'Angleterre et de la Russie font aujourd'hui la même déclaration à la Porte, posant en principe l'inviolabilité des traités sans l'assentiment de tous les co-signataires.

Cette déclaration devait être faite samedi mais a été ajournée dans la pensée que l'Italie se joindrait aux trois autres puissances.

On ignore ici encore si l'ambassadeur d'Italie à Constantinople s'est joint à ses collègues dans cette démarche.

Une déclaration italienne

Rome, 12 octobre.

L'ambassadeur d'Italie à Constantinople a fait aujourd'hui à la Porte une déclaration posant le principe de l'inviolabilité sans l'assentiment de tous les co-signataires.

La conférence

Le Berliner Tageblatt ne croit pas que la conférence ait un programme défini, et pense que si la question des Dardanelles est soulevée, elle sera immédiatement écartée, parce que la Turquie, et probablement aussi l'Angleterre et d'autres puissances y sont hostiles.

Le journal allemand ajoute que cet échec de la politique russe augmenterait l'antagonisme entre la Russie et l'Autriche, antagonisme qui mérite déjà une sérieuse attention.

A Vienne, on dit que les Etats balkaniques demandent à être invités à la conférence, mais que ce vœu ne sera pas réalisé. On les autorisera seulement, comme en 1878, au congrès de Berlin, à envoyer des représentants officiels avec le droit seulement de remettre des mé-

moires aux membres participants au congrès et de leur soumettre les desiderata de leurs pays respectifs.

Nous sommes autorisés à déclarer que, contrairement aux affirmations d'un de nos confrères, le comte Khevenhüller n'a jamais prétendu que le gouvernement austro-hongrois serait le premier à proposer à une conférence internationale des compositions pour la Turquie. Comme par exemple des modifications au régime des capitulations ou la suppression des bureaux de poste étrangers. L'ambassadeur a dit que l'Autriche-Hongrie, ayant déjà montré ses sentiments amicaux à l'égard de la Turquie par sa décision d'évacuer le sandjag de Novi-Bazar, accueillera sympathiquement des projets de composition qui seraient soumis à une conférence.

Un communiqué serbe

L'Agence Havas nous communique la note suivante :

La légation de Serbie à Paris nous prie d'être informés que les journaux socialistes publiés ce matin par quelques journaux, sur une prétendue situation grave à Belgrade.

La Serbie, confiante dans la justice de son droit et vigilante sur ses intérêts, a remis sa cause entre les mains des grandes puissances.

Les votes de la Skouptchina serbe

La Skouptchina serbe a voté hier, en séance publique et à l'unanimité la résolution suivante :

Douloureusement touché par la grande injustice faite à la Serbie et au peuple serbe par l'infraction à l'acte international, sans aucune justification de la part de celui qui l'a signé et qui devait être son gardien ;

Profondément persuadé de l'importance du danger pour toute la race serbe, créant un précédent très grave pour son indépendance, et par cela même bouleversée jusqu'au fond du cœur par les événements de la paix générale ;

Ferme et résolue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que la Serbie et ses compatriotes dans la crise des événements créée par la force ;

La Skouptchina serbe, après avoir entendu les explications des mesures que le gouvernement serbe a l'intention d'entreprendre à ce sujet, dont elle a voté unanime et continue au gouvernement royal et attend du gouvernement l'attitude la plus énergique pour la défense des intérêts menacés dans ce but, dans un sentiment unanime, la Skouptchina serbe met à la disposition du gouvernement la force entière et une du peuple serbe.

Elle a ensuite adopté cette résolution qui a été envoyée à la Skouptchina monténégrine :

La Skouptchina nationale du royaume de Serbie, réunie dans le but de préparer la défense de l'Etat en cas de violation des traités, envoie à la Skouptchina nationale de la principauté de Monténégro, ses salutations fraternelles.

Que Dieu sacré, nourri par les souvenirs de notre grandeur passée et de notre long martyre s'enflamme avec une nouvelle force dans le cœur des élus de la nation, fidèles gardiens des traditions serbes, pour défendre dans une étroite union, ce qui nous appartient.

Enfin l'assemblée serbe a renvoyé à sa commission des finances un projet de loi du ministre de la guerre tendant à affecter un crédit de 16 millions de dinars (le dinar vaut 1 franc) à compléter l'armement des troupes et a adopté une troisième résolution approuvant l'attitude du gouvernement et mettant à sa disposition tout ce que possède le peuple serbe.

Vienne, 12 octobre.

Suivant la Wiener Allgemeine Zeitung, les cercles compétents de Vienne considèrent la situation comme très calmée ; le fait que la Skouptchina, à Belgrade, a accordé un vote de confiance au gouvernement serbe actuel, est envisagé comme une garantie importante du maintien de la paix.

La Serbie sans munitions

Vienne, 12 octobre.

On télégraphie de Belgrade que le ministre de la guerre Stepanovic a fait savoir au Conseil de guerre, réuni d'urgence, qu'il n'y avait plus de munitions à la Serbie de faire la guerre en ce moment, l'artillerie n'ayant aucune munition.

L'Allemagne et la Suisse se sont refusées à laisser passer les convois Schindler, et Grusuz sans l'assentiment de l'Autriche, et les pourparlers commencés, il y a un mois, avec le gouvernement autrichien, ont été traités en longueur.

Aujourd'hui, il est trop tard, aurait ajouté le ministre de la guerre.

Ferdinand I^{er} acclamé à Sofia

Le roi Ferdinand de Bulgarie est arrivé hier à quatre heures dans sa capitale où, sur l'initiative de la municipalité, la population lui a fait une réception enthousiaste.

Toute la ville, et particulièrement les rues qu'il a traversées le cortège, était pavée et magnifiquement décorée. Devant le parc Boris, on avait élevé un arc de triomphe, portant ces inscriptions : « Souhait de bienvenue au Tsar ! » « Bulgarie indépendante ! » et quatre écussons, rappelant les dates mémorables de l'histoire récente de la Bulgarie : 1878, affranchissement religieux ; 1878, guerre russo-turque ; 1885, union des deux Bulgaries ; 1908, indépendance.

Le roi était descendu du train à quelques kilomètres de la ville et est arrivé à cheval par la chaussée de Tsarigradsko ; il a été reçu près du parc Boris, par les généraux et les commandants des brigades et des régiments, tandis que deux batteries de canons tiraient une salve de trente et un coups.

La attendaient également les ministres, le président du Conseil municipal, les préfets et les anciens maires de la capitale.

Le maire a souhaité la bienvenue au souverain auquel il a présenté le pain et le sel sur un plateau d'or, et Mme Kaidenoff, nom des dames de Sofia et Mme Malinof, au nom du gouvernement, lui ont offert des fleurs.

Après avoir passé sous l'arc de triomphe, Ferdinand I^{er} s'est dirigé vers la cathédrale où il a été reçu par le métropolitain de Sofia, entouré de tout le clergé, et où un service a été célébré.

Le roi s'est ensuite rendu au palais et a passé la revue des troupes sur la place Alexandre.

On évalue à cinquante mille environ le nombre des personnes qui étaient venues à Sofia de la banlieue et de la province.

Dans la soirée, Ferdinand I^{er} a reçu les officiers qui l'ont acclamé et qui se sont ensuite réunis au cercle militaire.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP: 326-21

où un punch a été servi et où deux toasts ont été prononcés.

Dans la soirée, illuminations et retraite aux flambeaux.

La Crète à la Grèce

La séance deux fois ajournée de la Chambre crétoise au lieu hier matin à dix heures et a été ouverte, à un nom de Sa Majesté le roi de Grèce », par le président du gouvernement crétois.

A l'unanimité, la Chambre a adopté une résolution proclamant l'indépendance de la Crète et son union à la Grèce, avec laquelle elle formera un Etat uni et indivisible.

La Chambre a en outre invité le roi des Hellènes à occuper et à gouverner l'île.

La séance a été ensuite levée. Les députés musulmans n'assistaient pas à la séance.

Nouvelles diverses

M. Desros, ministre de France à Belgrade, se trouvant en congé régulier et ne pouvant rejoindre immédiatement son poste, M. Deffrance, ministre plénipotentiaire, sous-directeur au ministère des affaires étrangères, a été chargé de l'Agence Havas de la légation jusqu'au retour du titulaire.

M. Isvolski est attendu à Saint-Petersbourg dans une dizaine de jours ; on dit qu'il en quitte Londres il s'arrêtera à Paris et à Berlin pour s'entretenir avec M. Pichon et le prince de Bilibou.

Une dépêche de Serajevo, d'origine autrichienne, dit que l'impression produite par l'annexion a été, en général, plus favorable dans les districts que dans la capitale du pays.

Un journal allemand, le Kleine Journal, annonce d'après une dépêche de Saint-Petersbourg, que la conférence sera convoquée à Paris le 28 octobre ; sous réserve, bien entendu.